Canadian Polar Commission Annual Report 2006–2007

Commission canadienne des affaires polaires Rapport annuel 2006–2007

July 31, 2007

The Honourable Jim Prentice, P.C., M.P.
Minister of Indian Affairs and Northern Development
Terrasses de la Chaudière
10 Wellington Street
North Tower, Room 2100
Gatineau, Quebec
K1A 0H4

Dear Minister:
On behalf of the members of the Canadian Polar Commission, I am pleased to submit to you the Commission's annual report, which covers the period from April 1, 2006 to March 31, 2007.

Sincerely,

T. C. Hutchinson

Tom Hutchinson
Chairperson

Le 31 juillet 2007

L'honorable Jim Prentice, C.P., député
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington
Tour Nord, pièce 2100
Gatineau (Québec)
K1A 0H4

Monsieur le ministre,
Au nom des membres de la Commission canadienne des affaires polaires, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel de la Commission pour la période allant du 1er avril 2006 au 31 mars 2007.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

T. C. Hutchinson

Président,
Tom Hutchinson

How Seabirds Can Help Detect Ecosystem Change in the Arctic
Comment les oiseaux marins peuvent aider à détecter les variations des écosystèmes de l'Arctique
The PEARL near the Pole – Atmospheric Research in the High Arctic
Le laboratoire PEARL à proximité du pôle – recherche atmosphérique dans l'Extrême Arctique

2008-00659/

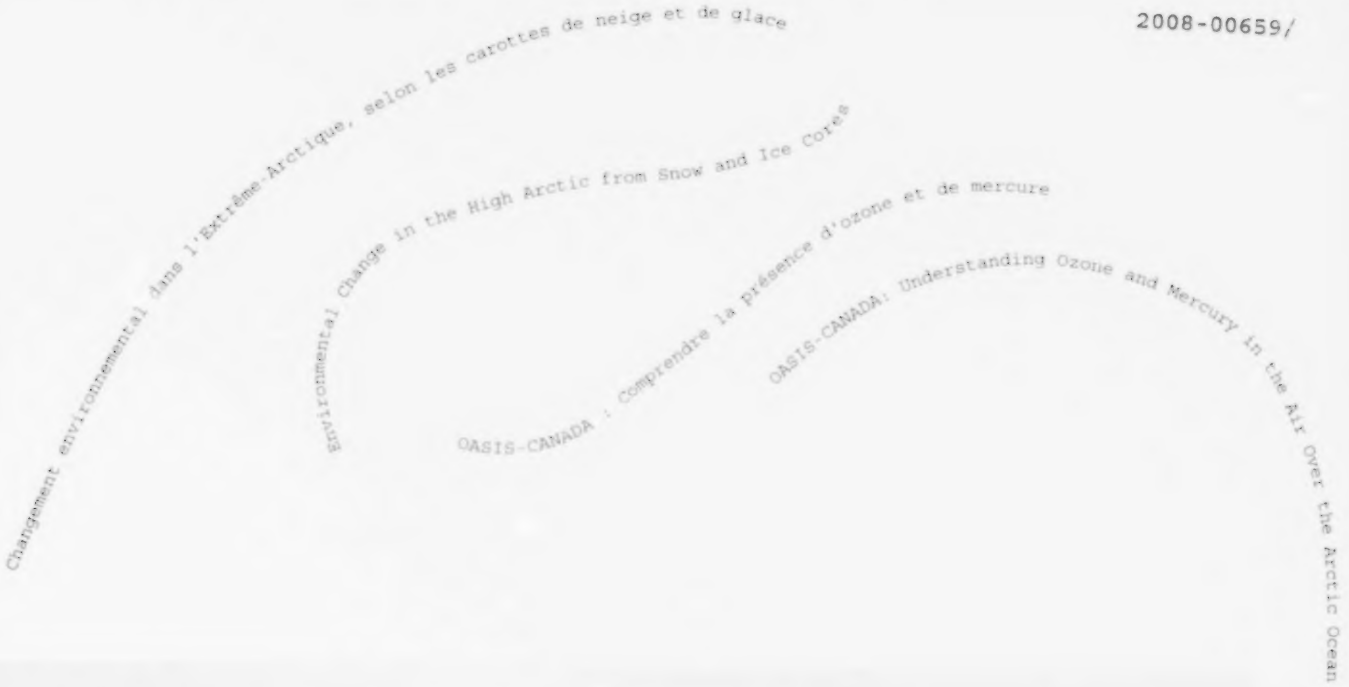

Changement environnemental dans l'Extrême-Arctique, selon les carottes de neige et de glace
Environmental Change in the High Arctic from Snow and Ice Cores
OASIS-CANADA : comprendre la présence d'ozone et de mercure
OASIS-CANADA: Understanding Ozone and Mercury in the Air over the Arctic Ocean

Table des matières

Table of Contents

Mandate 2

Chairperson's Message 3

Executive Director's Report 8

Activities 13

Management Report 23

Auditor's Report 24

Financial Statements 25

Notes to Financial Statements 28

Mandat 2

Message du président 3

Rapport du directeur exécutif 8

Activités 13

Rapport de la direction 23

Rapport du vérificateur 24

États financiers 25

Notes afférentes aux états financiers 28

Mandate

Established in 1991 as the lead agency in the area of polar research, the Commission has responsibility for: monitoring, promoting, and disseminating knowledge of the polar regions; contributing to public awareness of the importance of polar science to Canada; enhancing Canada's international profile as a circumpolar nation; and recommending polar science policy direction to government.

In carrying out its mandate, the Commission hosts conferences and workshops, publishes information on subjects of relevance to polar research, and works closely with other governmental and non-governmental agencies to promote and support Canadian study of the polar regions.

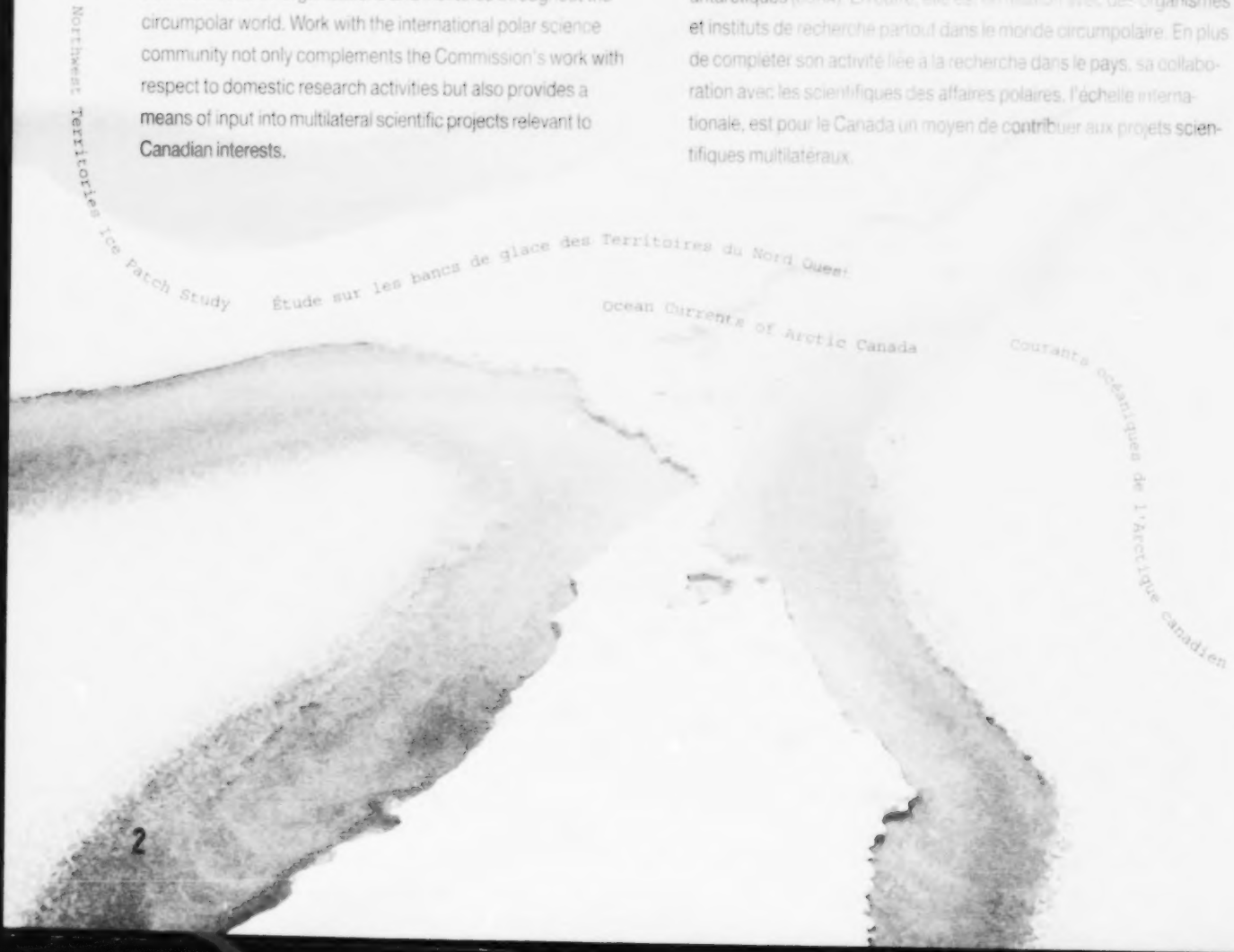
The Commission serves as Canada's primary point of contact with the circumpolar scientific community, and is Canada's adhering body to the International Arctic Science Committee (IASC) and the Scientific Committee for Antarctic Research (SCAR). In addition, the Commission maintains a liaison with research organizations and institutes throughout the circumpolar world. Work with the international polar science community not only complements the Commission's work with respect to domestic research activities but also provides a means of input into multilateral scientific projects relevant to Canadian interests.

Mandat

La Commission canadienne des affaires polaires, créée en 1991 en tant que principal organisme chargé de la recherche polaire, a les responsabilités suivantes: promouvoir et diffuser les connaissances relatives aux régions polaires et suivre leur évolution; aider à sensibiliser le public à l'importance de la science polaire pour le Canada; intensifier le rôle du Canada sur la scène internationale à titre de nation circumpolaire; et recommander l'adoption d'une politique sur la science polaire par le gouvernement.

Conformément à son mandat, la Commission organise des conférences et colloques, fournit de l'information sur des questions qui ont rapport à la recherche polaire et collabore étroitement avec les autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour encourager les études canadiennes sur les régions polaires.

La Commission est le principal point de contact du Canada avec les scientifiques qui s'intéressent aux questions circumpolaires. Elle représente le Canada au sein du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) et du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA). En outre, elle est en relation avec des organismes et instituts de recherche partout dans le monde circumpolaire. En plus de compléter son activité liée à la recherche dans le pays, sa collaboration avec les scientifiques des affaires polaires, l'échelle internationale, est pour le Canada un moyen de contribuer aux projets scientifiques multilatéraux.


Northwest Territories Ice Patch Study
Étude sur les bancs de glace des Territoires du Nord-Ouest
Ocean Currents of Arctic Canada
Courants océaniques de l'Arctique canadien

Chairperson's Message

This year, 2007, is proving to be a major landmark in polar research. After much preparation and a new heightened level of scientific and community co-operation in the North, the fourth International Polar Year (IPY) was launched in March. It will run over the next few years and add immensely to our knowledge of the polar regions and their close ties to our global climate, our weather now and in the future, and to life on the land and in the seas. Thousands of scientists are taking part, from many countries of the world, and all in a strong spirit of co-operation.

This International Polar Year is the first to have a large human dimension, and Canada and our northern communities are front and centre in this. The media interest in the research questions and pntential findings over the next decade has already raised Canadian public awareness of the importance of the Arctic and Antarctic. Northern communities have been the focus of much of the information, and have an unusual opportunity to tell their stories to other Canadians and express their concerns.

Message du président

L'année en cours, 2007, est un important jalon de la recherche polaire. Après une longue préparation et grâce à une collaboration scientifique et de la collectivité à un niveau jamais atteint auparavant dans le Nord, la quatrième Année polaire internationale (API) a été mise en branle en mars. Les travaux prévus seront effectués au cours des prochaines années. Ils nous permettront d'augmenter considérablement nos connaissances sur les régions polaires, les liens étroits qui existent entre les pôles et le climat à l'échelle planétaire, les conditions météorologiques actuelles et futures, ainsi que notre compréhension de la vie sur terre et dans les mers. Des milliers de scientifiques représentant de nombreux pays s'activent dans un ferme esprit de collaboration.

L'actuelle Année polaire internationale est la première à avoir une dimension humaine. Le Canada et ses collectivités nordiques jouent un rôle prépondérant à cet égard. Déjà la couverture médiatique des enjeux de la recherche et l'information fournie sur les éventuelles découvertes de la prochaine décennie ont sensibilisé le public canadien à l'importance de l'Arctique et de l'Antarctique. Les collectivités du Nord ont été beaucoup ciblées; les gens ont une occasion inhabituelle de raconter leur histoire aux autres Canadiens et d'indiquer ce qui les préoccupe.

Deux préoccupations majeures – l'accélération du changement de climat et la détérioration de l'environnement – modifient notre façon de penser et nos comportements. Tous les Canadiens ont, semble-t-il, été touchés au printemps et à l'été. Le débat sur les mesures à prendre pour contrer la situation a conscientisé les gens comme cela ne s'était jamais vu depuis les années 1970. La question de la menace environnementale prend peut-être encore plus d'ampleur de nos jours. L'une des questions les plus fondamentales est celle de savoir ce que fera le Canada sur le plan national et international.

L'Année polaire internationale prend corps à une période où tous les ordres de gouvernement, y compris les Nations Unies, participent au grand débat sur le changement de climat. Le film intitulé *Une vérité qui dérange* réalisé par l'ancien vice-président des É.-U., Al Gore, a été regardé dans le monde entier et a produit un énorme impact. La mise en nomination de M. Gore et de la Canadienne du

C3O - Les trois océans du Canada

C3O - Canada's Three Oceans

Polluants transportés par voie aérienne jusque dans l'Arctique

Pollutants Travelling in the Air to the Arctic

Two of these concerns – accelerating climate change and environmental degradation – are changing the way we think and behave. This seems to be on the minds of all Canadians this spring and summer. The debate as to what to do about it has made the environment part of the national consciousness in a way we have not seen since the 1970s, and perhaps it is even more pervasive now than it was then. Among the most fundamental questions being asked is how Canada will respond, both nationally and internationally.

The International Polar Year is beginning at a time when all facets of government, including the United Nations, are engaged in the great climate change debate. Former US Vice-President Al Gore's film *An Inconvenient Truth* has received world wide viewings and has been remarkable in its impact. The Nobel Prize nominations of Mr. Gore and of northern Canadian Sheila Watt-Cloutier have caught the mood of concern, and reflect the remarkable effectiveness of these individuals in raising international awareness of the pressing problem of climate change, especially in the North.

The Canadian Polar Commission was instrumental in organizing Canada's approach to IPY. The Commission raised awareness of the need for an IPY program amongst scientists, governments and the general public, established the national IPY committee and secretariat, and held workshops to consult with the scientific community and with northerners on research needs and on communication and outreach. Now that the IPY is fully launched the Commission will turn its attention to reporting on its progress, and ensuring that Canada benefits from it – and that a new generation of scientists is drawn to polar research to carry on this vital work.

The current general focus on the polar regions is a refreshing change; but polar science is the bread and butter of the Canadian Polar Commission. Canada is viewed by other nations as a polar research leader, and much is expected of us. Our country has international polar obligations including a number of treaties and our involvement in the International Arctic Science Committee (IASC) and the Scientific Committee on Antarctic Research (SCAR). The Commission is the designated

Nord Sheila Watt-Cloutier pour un prix Nobel a attiré l'attention. Elle montre l'énorme influence de ces personnes qui sensibilisent les populations du monde entier au problème crucial du changement de climat, notamment dans le Nord.

La Commission canadienne des affaires polaires a donné le ton à la démarche du Canada pour l'API. Elle a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre le programme de l'API avec la collaboration des scientifiques, des gouvernements et du grand public, créé le comité national et le secrétariat de l'API et organisé des colloques pour sonder l'opinion des scientifiques et des gens du Nord sur les besoins en recherche et les activités de communication et de sensibilisation. L'API étant maintenant à son stade d'exécution, la Commission s'emploiera désormais à faire connaître le progrès de l'initiative, et elle veillera à ce que le Canada en profite, entre autres en incitant une nouvelle génération de scientifiques à se tourner vers la recherche polaire pour accomplir un travail primordial.

L'intérêt actuel pour les régions polaires apporte une bouffée d'air frais à la science polaire, qui est la raison d'être même de la Commission canadienne des affaires polaires. Les autres pays considèrent le Canada comme un leader de la recherche polaire; les attentes à son égard sont donc très élevées. Notre pays a des obligations internationales relatives aux pôles, notamment celle de se conformer à un certain nombre de traités, et il est membre du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) et du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA). La Commission représente le Canada au sein de ces organismes internationaux voués à la science polaire. Les deux ont été restructurés dernièrement, ce qui leur permettra de prendre de l'ampleur et d'étendre leur champ d'action. Ainsi les pays participants devront faire davantage. On s'attend à ce que le Canada joue un rôle de premier plan. La Commission est l'une des rares sources de financement pour la participation des scientifiques canadiens aux initiatives de ces organismes à vocation polaire, mais son budget très limité restreint son action.

Il importe que la Commission maintienne son engagement dans le cadre d'initiatives internationales comme le Forum de la recherche nordique. Ce grand projet de pays scandinaves vise la collaboration

voice for Canada in these international polar science organizations. Both have recently undergone restructuring which will enable them to expand and intensify the scope of their activities. This will require more representation from participating countries, and Canada is expected to play a lead role in this expanded effort. The Commission is the one of the few sources of funding for Canadian polar scientists to participate in these organizations, but its severely limited budget restricts what it can do in this regard.

It is important that the Commission continue to take part in and report on such international initiatives as the Northern Research Forum. This major policy project from the Scandinavian countries aims at cooperation on environmental matters, especially those that traverse national boundaries. It has strong links to Russia, is gaining momentum in northern Europe, and its expansion in the EU seems assured. Such co-operation should logically cover all the northern countries and that includes Canada and the United States. The Commission is playing a role in this and is working with the Department of Foreign Affairs and International Trade to explore the possibility of more extensive Canadian involvement.

Over the last few years a number of initiatives have transformed the state of Canadian resources available for northern and Antarctic research. These include the Northern Chairs program of the Natural Sciences and Engineering Research Council (NSERC); the successful launch of the ArcticNet Centre

sur les questions environnementales, surtout celles dont les enjeux s'étendent au-delà des frontières nationales. Des liens solides avec la Russie ont été créés, le projet gagne du terrain dans le Nord de l'Europe, et son rayonnement au sein de l'UE semble assuré. Une telle collaboration devrait logiquement couvrir l'ensemble des pays nordiques, notamment le Canada et les États-Unis. La Commission joue un rôle à cet égard. Avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, elle examine la possibilité d'accroître l'engagement canadien.

Ces dernières années, un certain nombre d'initiatives ont changé la situation en ce qui a trait aux ressources canadiennes pour la recherche sur le Nord et l'Antarctique. Ces initiatives comprennent : le programme des chaires de recherche nordique du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG), le lancement du centre d'excellence ArcticNet et la création ultérieure généralisée de réseaux, surtout d'étudiants diplômés; la remise en état du brise-glace NGGC *Amundsen* grâce à des crédits de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et du CRSNG; et la remarquable entente conclue avec la Garde côtière canadienne pour le temps d'utilisation du navire pour la recherche. Nombre d'autres initiatives sont à signaler, notamment l'affectation de crédits du gouvernement fédéral pour l'API, les nouvelles réalisations du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), les interventions des instituts de recherche en santé et le ferme engagement des collectivités du Nord. Tout cela a amené une transformation tout à fait positive dans

occurred since, especially including large numbers of graduate students; the refurbishing of the icebreaker CGCS *Amundsen* with Canada Foundation for Innovation (CFI) and NSERC funds, and the remarkable agreements for ship time for research worked out with the Canadian Coast Guard. Many other initiatives have also come together, including the IPY funding from the federal government, new Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC) and health institute initiatives and the

strong involvement of northern communities. This has caused a very positive transformation in research activity and in training of graduate students. To enhance and consolidate these initiatives and programs we are committed to working with NSERC and SSHRC, and hopefully the Canadian Institutes of Health Research, to increase the number and scope of northern research chairs, to enhance the role of the northern colleges and northern governmental scientific resources, and to encourage collaboration in use of scientific infrastructure in the North.

The two main priorities of the Commission, as determined by the Board of Directors are: an assessment and revamping of research infrastructure in the North, including accommodation and logistic support; and development of a northern research policy. We have made a good deal of progress on the infrastructure initiative. We held a workshop of operators and managers of the major northern field stations; we are developing a detailed and updated online data resource outlining what each present field station offers; we are bringing together a group of researchers committed to writing the report; and we have plans for two workshops: one in the North to assess future needs of communities and northern governments, and another that will bring together scientists who will be driving the research over the next 25 years. We have discussed the infrastructure initiative very widely and it has received almost

l'activité de recherche et la formation des étudiants diplômés. Afin de renforcer ces initiatives et programmes, nous nous faisons un devoir de travailler avec le CRSNG, le CRSH et les Instituts de recherche en santé du Canada. Nous voulons augmenter le nombre de chaires de recherche nordique et étendre leur champ d'action, intensifier le rôle des collèges du Nord, accroître les moyens scientifiques des gouvernements du Nord et encourager la collaboration pour l'utilisation de l'infrastructure scientifique dans le Nord.

Les deux priorités de la Commission établies par son conseil d'administration : évaluer et moderniser l'infrastructure de recherche dans le Nord, y compris les installations d'hébergement et de soutien logistique; et élaborer une politique sur la recherche nordique. Nous avons fait pas mal de progrès en ce qui concerne l'infrastructure. Nous avons tenu un atelier avec les exploitants et les gestionnaires des principales stations de recherche dans le Nord. Nous préparons une liste actualisée (consultable en ligne) des installations de chacune de ces stations. Nous réunissons les chercheurs qui veulent participer à la rédaction du rapport. Et nous prévoyons tenir deux colloques : un dans le Nord pour déterminer les futurs besoins des collectivités et des gouvernements du Nord, et un autre qui réunira des scientifiques aptes à diriger la recherche au cours des 25 prochaines années. Nous avons beaucoup parlé de l'initiative concernant l'infrastructure, laquelle a été appuyée par presque tous les intéressés car ils se préoccupent depuis longtemps de ce qui fait cruellement défaut. Pour ce qui est de l'initiative d'adoption d'une politique, la planification avance, et une autre étape débutera dans les prochains mois. La tâche sera délicate, mais il faut élaborer une politique sur la recherche scientifique polaire, comme l'ont fait plusieurs pays. Ainsi la recherche qui sera financée s'inscrira dans un cadre logique, bien pensé. Les tentatives intermittentes engagées au Canada dans le passé n'ont pas été utiles – mais elles se répètent, car on n'a pas encore conclu d'entente. Vu la création de nouveaux gouvernements dans le Nord et les initiatives fédérales annoncées, il semble que le moment soit venu de s'attaquer au problème.

L'augmentation des demandes adressées à la Commission pour la tenue d'ateliers et de réunions ou le financement de travaux de recherche polaire ou des déplacements de chercheurs désireux de participer aux réunions reflète le nombre croissant de personnes qui s'intéressent

universal support, because it is sorely needed and long overdue. The policy initiative is well on in the planning stage and will be proceeding in the next few months. It will be a delicate matter to bring it to fruition, but polar scientific research policy needs to be developed in Canada just as it has been in several other countries, so that research, as it unfolds and is funded, fits into a logical, well thought-out framework. The stop-and-go efforts that we have experienced in Canada have not been helpful – but have a way of being repeated in the absence of agreed-upon and enacted policy. Since we have new northern governments and new federal initiatives too, the time seems ripe for a further go at this difficult policy challenge.

The expanding number of players in northern and Antarctic research is being reflected in increased requests for the Commission to sponsor or hold workshops, to hold meetings, to fund this or that polar research initiative or researcher's travel to meetings. Because of an inadequate budget, the Commission's ability to fulfill its legislative mandate is threatened (in her report the Auditor General has recognized the problem [see page 24] and brought it to the attention of Parliament through this Annual Report) and our ability to respond positively to these requests is limited, which, as they say, is a pity. While this is frustrating, it is perhaps better to be asked to help than not to have such requests coming in.

CPC has a remarkably talented and professional staff – a small group of dedicated individuals who are achieving a great deal and are making a difference, as the Commission itself is expected to do. I thank them for their efforts and look forward to very exciting research years ahead in the North and in the far south.

Tom Hutchinson
Chair

à la recherche nordique et antarctique. Notre capacité d'accepter les demandes diminue continuellement, ce qui est déplorable. Cette situation est frustrante, mais ce serait pire si nous ne recevions pas de demandes d'aide.

L'augmentation des demandes adressées à la Commission pour la tenue d'ateliers et de réunions ou le financement de travaux de recherche polaire ou des déplacements de chercheurs désireux de participer aux réunions reflète le nombre croissant de personnes qui s'intéressent à la recherche nordique et antarctique. La capacité de la Commission de s'acquitter du mandat que lui a conféré la loi est menacée à cause d'un budget insuffisant (dans son rapport la vérificatrice générale a reconnu le problème [voir en page 24] et l'a porté à l'attention du Parlement par le présent Rapport annuel) et notre capacité d'accepter les demandes diminue continuellement, ce qui est déplorable. Cette situation est frustrante, mais ce serait pire si nous ne recevions pas de demandes d'aide.

La CCAP possède une équipe remarquable de professionnels de talent – un petit groupe de personnes dévouées qui se distinguent par leurs réalisations et qui font une différence, conformément aux attentes à l'égard de la Commission. Je les remercie de leur contribution, en espérant que des recherches passionnantes seront menées dans le Nord et dans l'Extrême-Sud au cours des années à venir.

Tom Hutchinson
Président

Rapport du directeur exécutif

Executive Director's Report

Évaluation de l'efficacité de la vaccination des jeunes enfants de la région de Nunavik contre les infections respiratoires
Evaluating the Effectiveness of Vaccination against Respiratory Infections for Young Children of the Nunavik Region

The past year was a busy one filled with high expectations. Much of the Commission's activity involved increasing Canadians' awareness of national and international polar research, and laying the groundwork for the legacy aspects of International Polar Year 2007–2008.

The first Board of Directors meeting of the fiscal year took place in May at the Churchill Northern Studies Centre. The Board reviewed the first year of progress on its two main priorities: supporting, promoting and advising on International Polar Year (IPY) activities and objectives; and studying, coordinating, and advocating for a polar science policy for Canada.

Lobbying the federal government and NGOs to ensure funding for IPY projects and activities is integral to the first priority, as is fostering a pan-Canadian approach to IPY in the Arctic and Antarctic. The Commission is taking a leadership role in IPY outreach and communication activites, and will report on the IPY legacy.

The second priority aims to see Canada equipped with a polar science policy to provide focus and direction, account for current and probable future information needs, identify research priorities, and provide for adequate funding and infrastructure. This is both a long term and a very expensive undertaking. The Commission's limited budget required the project to be broken down into phases over several years. As a first step the Commission is undertaking a project to evaluate the current state of arctic logistics and infrastructure. This is critical to planning for future research needs in the Canadian Arctic.

At the Churchill meeting the Board also examined ways and means to increase the Commission's annual budget. It is obvious that the Commission is currently providing only a barebones service in terms of its mandate. This situation must be

L'année écoulée a été fort agitée et remplie d'attentes élevées. La Commission s'est consacrée en grande partie à des activités visant à sensibiliser davantage les Canadiens à la recherche polaire, sur la scène nationale et internationale. Elle a jeté les bases de ce que l'année polaire internationale 2007–2008 nous laissera en héritage.

La première réunion du conseil d'administration pour l'exercice a eu lieu en mai, au Churchill Northern Studies Centre. Le conseil a alors examiné le progrès de la première année au regard de ses deux principales priorités : fournir un soutien, promouvoir et donner des conseils sur les activités et les objectifs de l'Année polaire internationale (API); et faire des études, coordonner et militer pour l'adoption d'une politique sur la science polaire au Canada.

Les interventions auprès du gouvernement fédéral et des ONG pour le financement des projets et activités de l'API s'inscrivent dans la première priorité, tout comme la promotion d'une approche pancanadienne à mettre en œuvre dans l'Arctique et l'Antarctique. La Commission joue un rôle prépondérant dans les activités canadiennes de sensibilisation et de communication pour l'API. Elle fera rapport sur l'héritage de l'API.

La deuxième priorité : faire en sorte que le Canada se dote d'une politique sur la science polaire pour donner une orientation, tenir compte des besoins en information actuels et futurs, établir les priorités de la recherche et prévoir un financement et une infrastructure convenables. C'est là un projet à long terme très dispendieux. Compte tenu des limites de son budget, la Commission a demandé qu'il soit réalisé par étapes qui s'échelonneraient sur plusieurs années. En premier lieu, elle a entrepris l'évaluation de l'état actuel de la logistique et de l'infrastructure arctiques. Ce travail est essentiel à la planification pour répondre aux futurs besoins en recherche dans l'Arctique canadien.

À la réunion de Churchill, le conseil a cherché des moyens d'augmenter le budget annuel de la Commission. À l'heure actuelle, il est évident que la Commission offre un service réduit au minimum dans

resolved if the Commission is to continue to be relevant and effective as Canada's advisory agency on polar issues. It was decided to establish two teams of Board members to work toward an increase in the CPC annual budget. One would lobby territorial representatives; the other would deal with politicians and senior federal bureaucrats in Ottawa. Members discussed this issue further as well as the Canadian Polar Science Policy project, at the next Board meeting, held in August at the Makivik Corporation's Montreal office. The Directors were unanimous that the policy document should communicate effectively with each of the three stakeholder groups: residents of the North, researchers, and government.

The Arctic Logistics and Infrastructure Project, the first piece of the policy puzzle, will first look at the land and atmosphere sectors, and address marine studies at a later date. The Commission will seek the involvement of other organizations interested in arctic infrastructure to help spread the burden of costs. A small working group has been put together and a meeting is planned for September to begin work on the project. Dr. Peter Johnson, past Chair of the Commission, has been asked to lead the Arctic Logistics and Infrastructure Project.

Board members have begun to lobby federal politicians and Ministers to support an increase that would see the Polar Commission's annual budget double to approximately two million dollars. This will allow the Commission to focus on the potential benefits of research and progressive policies to the general public. We need to demonstrate that the Commission's work will advance and contribute to Canadian sovereignty in the Arctic and to education and training, and to make the case

le contexte de son mandat. Ce problème doit être réglé si l'on veut qu'elle continue de jouer un rôle utile en tant qu'organisme consultatif du Canada dans les dossiers des enjeux polaires. Il a été décidé de créer deux équipes de membres du conseil. Celles-ci travailleront dans le but de faire augmenter le budget annuel de la Commission. L'une d'elles fera des démarches auprès des représentants des Territoires; l'autre s'attaquera aux politiciens et aux hauts-fonctionnaires de l'administration fédérale, à Ottawa. À la réunion suivante qui a eu lieu en août au bureau de la Société Makivik, à Montréal, les membres du conseil ont poursuivi le débat sur ce point et parlé du projet de politique canadienne sur la science polaire. Tous estimaient que le document de principe devrait transmettre un message à chacun des trois groupes d'intéressés : les gens du Nord, les chercheurs et le gouvernement.

Les responsables du premier volet, le projet de logistique et d'infrastructure dans l'Arctique, s'occuperont d'abord des activités terrestres et relatives à l'atmosphère. Plus tard, ils s'occuperont des études du milieu marin. La Commission tentera de rallier d'autres organismes qui s'intéressent à l'infrastructure arctique, pour répartir la charge financière. On a créé un petit groupe de travail qui tiendra une réunion en septembre pour amorcer le travail. C'est M. Peter Johnson, président sortant de la Commission, qui dirigera le projet de logistique et d'infrastructure dans l'Arctique.

Les membres du conseil ont commencé à exercer des pressions sur les politiciens et les ministres du gouvernement fédéral pour faire doubler le budget annuel de la Commission, qui se chiffrerait à environ deux millions de dollars. Ainsi la Commission pourrait faire valoir les avantages de la recherche et des politiques progressistes pour le grand public. Nous devons prouver que le travail de la Commission fera avancer la cause de la souveraineté canadienne dans l'Arctique et améliorera l'éducation et la formation, et aussi convaincre les décideurs que la recherche dans l'Arctique contribue au développement économique durable.

La troisième réunion, tenue en octobre à Ottawa, coïncidait avec l'assemblée générale annuelle de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN). La Commission a invité bon nombre de participants à assister aux débats de la première journée de la réunion du conseil. Le thème principal était l'héritage de l'API : la viabilité de la recherche assurée grâce à l'intérêt du public, le renforcement de l'infrastructure de recherche ainsi que l'amélioration et

that research in the Arctic will contribute to sustainable economic development.

The third meeting, held in October in Ottawa, coincided with the Association of Canadian Universities for Northern Studies (ACUNS) annual general meeting. The Commission invited many of the participants to attend the first day of the board meeting. The main topic was the IPY legacy: sustainable research driven by the public, reinforced research infrastructure, and improved and expanded arctic monitoring networks. Guests included the Chair and Executive Director of the U.S. Arctic Research Commission (USARC), the Chair of the Canadian National Committee for IPY; and the Executive of the Association of Canadian Universities for Northern Studies (ACUNS).

Mr. Mead Treadwell (Chair, USARC) suggested that both Commissions could facilitate collaboration and cooperation between Canada and the US in areas of mutual interest, especially in marine transportation issues related to climate change, including environmental provisions, safety, and regulations. He suggested that USARC and the Commission co-sponsor a symposium to discuss an Arctic treaty similar to the Antarctic Treaty. Dr. Jim McDonald (Chair, ACUNS) emphasised the importance of working with organizations such as the Polar Commission and stressed the need to cooperate on IPY legacy initiatives. The Board agreed, and affirmed that more collaborative projects between Canadian organizations such as ACUNS and the Commission are needed.

At the fourth Board meeting, in February in Whitehorse, Yukon, members discussed forming partnerships to advance polar knowledge, IPY legacy initiatives, the effort to increase the Polar Commission's annual budget, and the need for a long-term commitment to the Canadian Polar Science Policy project.

Mr. Kirk Cameron, managing director of the proposed Yukon Cold Climate Innovation Centre (YCCIC) outlined the YCCIC concept for a centre of excellence for research on construction and infrastructure in Yukon dedicated to the development, commercialization and export of sustainable cold-

l'extension des réseaux de surveillance de l'Arctique. Le président et directeur général de la U.S. Arctic Research Commission (USARC), le président du comité national canadien pour l'API et les dirigeants de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN) figuraient parmi les invités.

M. Mead Treadwell (président, USARC) a dit que les deux commissions pourraient faciliter la collaboration et la coopération entre le Canada et les É.-U. dans des domaines d'intérêt mutuel, notamment les enjeux du transport maritime face au changement de climat (dispositions sur l'environnement, sécurité et réglementation). Il a proposé que l'USARC et la Commission organisent un symposium pour parler d'un éventuel traité sur l'Arctique qui serait semblable au Traité sur l'Antarctique. M. Jim McDonald (président, AUCEN) a souligné l'importance de travailler avec des organismes comme la Commission des affaires polaires et la nécessité de collaborer à des initiatives qui s'inscriront dans l'héritage de l'API. Le conseil s'est dit d'accord; il a indiqué que la réalisation conjointe d'un plus grand nombre de projets par des organismes canadiens comme l'AUCEN et la Commission était souhaitable.

À la quatrième réunion du conseil qui a eu lieu en février, à Whitehorse, Yukon, les membres ont parlé de la formation de partenariats pour faire avancer la connaissance des enjeux polaires, les initiatives qui s'inscriront dans l'héritage de l'API et les tentatives d'augmentation du budget annuel de la Commission, et aussi de la nécessité d'obtenir un engagement à long terme pour l'adoption d'une politique canadienne sur la science polaire.

M. Kirk Cameron, directeur général de l'organisme chargé de mettre sur pied le Yukon Cold Climate Innovation Centre (YCCIC), a exposé le concept du YCCIC qui prévoit la création d'un centre d'excellence pour la recherche sur la construction et l'infrastructure au Yukon. Ce centre se consacrerait à l'élaboration, à la commercialisation et à l'exportation de technologies viables adaptées au climat froid, ainsi qu'à la recherche de solutions applicables dans toutes les régions subarctiques du monde. Les membres du conseil privilégient la création de ce genre de centres, un moyen très efficace d'établir une nouvelle infrastructure de recherche arctique pour le XXI[e] siècle.

M. Ian Church (président, comité national canadien pour l'API) a renseigné les membres sur les activités et programmes de l'API au

climate technologies and related solutions for subarctic regions around the world. The Board stated their preference for creating focussed centres of this kind as they are a highly effective way to develop new arctic research infrastructure for the 21st century.

Mr. Ian Church (Chair, Canadian National Committee for IPY) updated members on IPY activities and programs in Canada. The Board discussed the Commission's role in IPY and agreed that it must assess and report publicly on the actual long-term benefits of IPY to advancing Canadian polar knowledge. The Commission will proceed with this work, and begin by developing appropriate guidelines for the assessment. These will focus on the effectiveness of IPY in attracting the next generation of polar researchers, informing and increasing the awareness of the general public to polar issues, enhancing observation systems and research support facilities, sustaining multidisciplinary research networks, and increasing access to research information.

Lately we have seen that the Commission' efforts toward a national polar science policy are beginning to spark debate and interest within the polar research community, largely due to the progress of the Arctic Logistic and Infrastructure project. Now that the project is under way the next step will be to invite key individuals to a "think tank" to discuss policy issues. We will also need to form partnerships with other like-minded organizations that are also prepared to support this initiative financially.

As Canada's adhering body to the Scientific Committee on Antarctic Research (SCAR) and the International Arctic Science Committee (IASC) the Polar Commission is fully committed to ensuring that Canadians are aware of and participate in international research initiatives and projects.

Canada. Le conseil a parlé du rôle de la Commission dans le cadre de l'API. Il a convenu qu'il devait évaluer les réels avantages à long terme de l'API en ce qui a trait à l'avancement des connaissances des enjeux polaires au Canada et faire part des résultats au public. La Commission fera ce travail. En premier lieu, elle établira des directives pour l'évaluation. Ces directives viseront à déterminer si l'API est un moyen efficace pour attirer la prochaine génération de chercheurs, informer et sensibiliser le grand public aux enjeux polaires, améliorer les systèmes d'observation et les installations de soutien à la recherche, soutenir les réseaux de recherche pluridisciplinaire et accroître l'accès à l'information obtenue.

Dernièrement, nous avons constaté que les efforts de la Commission en vue de faire adopter une politique nationale sur la science polaire commencent à susciter un débat et un certain intérêt dans le milieu de la recherche polaire. Cela est en grande partie dû au progrès du projet de logistique et d'infrastructure dans l'Arctique. La prochaine étape consistera à inviter des personnages clés à former un groupe de réflexion pour parler des enjeux. Nous devrons aussi former des partenariats avec d'autres organismes qui ont des intérêts semblables et qui seraient disposés à fournir une aide financière.

La Commission canadienne des affaires polaires, qui représente le Canada au sein du Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA) et du Comité international pour les sciences arctiques (CISA), tient à ce que les Canadiens soient au courant des initiatives et projets de recherche internationaux et y participent.

Il importe de signaler un tournant décisif sur le plan international pour l'année écoulée. Le travail prévu par deux grandes initiatives internationales de recherche arctique s'est poursuivi. La deuxième conférence internationale sur la planification de la recherche arctique (ICARP II) est entrée dans sa phase d'exécution. Et bien entendu, le 1er mars il y a eu le lancement de l'Année polaire internationale 2007–2008, à Paris. Deux-cent vingt-huit projets internationaux ont été sanctionnés.

Le Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA) a tenu sa conférence publique et 29e réunion de délégués à Hobart, Australie, en juillet. Plus de 400 scientifiques ont assisté à la conférence, mais la présence canadienne – six représentants – y était plutôt faible.

La conférence et les réunions du CSRA se tiennent en même temps que les réunions des trois groupes scientifiques permanents (GSP). Quatre représentants de chacun des pays membres du CSRA

Répercussions de la limite des zones arborées dans l'Arctique

Incidences du changement climatique sur la toundra de l'Arctique canadien

The Impact of Climate Change on Tundra Wildlife

Climate Change Impacts on Canadian Arctic Tundra

On the international front this past year was a watershed. Work continued on the two major international arctic research planning initiatives: the Second International Conference on Arctic Research Planning (ICARP II) went into implementation mode; and of course International Polar Year 2007–2008 was launched in Paris on March 1, with 228 international projects endorsed.

The Scientific Committee on Antarctic Research (SCAR) held its Open Conference and 29th Meeting of SCAR Delegates in Hobart, Australia in July. With over 400 scientists in attendance, it was noticed that the Canadian presence – six representatives – was small.

The SCAR conference and meetings coincide with the three Scientific Standing Group (SSGs) meetings. Members of the Canadian Committee for Antarctic Research (CCAR) attend these meetings and represent Canada. Four representatives from each SCAR nation are expected to participate in each of the SSGs. Canada usually sends only one representative and this year was no different.

In general it can be said that this year the Commission's activities produced good results. But each year the ability of the Commission to fulfill its mandate erodes further as costs rise. Furthermore, as is clear in this report, demands on the Commission – from within Canada and internationally – are increasing annually. While the Commission's mandate is broad, its ability to act is limited by its annual budget, which is considerably smaller than at inception in 1991.

It is unfortunate that Canadians, who have a major stake in the Arctic – especially now, when polar issues are receiving global attention and climate change is having a direct impact world wide – are being short-changed. The Canadian Polar Commission, a legislatively established advisory agency on polar issues, is simply not being provided with the resources needed to meet its national and international obligations.

Steven C. Bigras
Executive Director

devraient participer aux travaux de chaque GSP. Comme d'habitude, le Canada a envoyé seulement un représentant aux réunions cette année.

Dans l'ensemble, on peut dire que cette année les activités de la Commission ont donné de bons résultats. Mais chaque année, la capacité de la Commission à remplir son mandat s'effrite, à mesure que les coûts augmentent. Par ailleurs, comme l'indique nettement ce rapport, d'année en année la Commission est confrontée à des exigences croissantes – au Canada et à l'étranger. Malgré son vaste mandat, la Commission n'a qu'une capacité limitée par son budget annuel, qui a beaucoup diminué depuis la création de la Commission, en 1991.

Il est malheureux que les Canadiens, qui sont particulièrement visés par les enjeux arctiques, se voient maintenant privés de ce qui leur est dû, surtout quand on sait que les problèmes de vulnérabilité des pôles font les manchettes partout dans le monde et que le changement de climat a un impact direct sur l'ensemble de la planète. La Commission canadienne des affaires polaires, un organisme consultatif constitué par la loi, ne reçoit pas les ressources dont elle aurait besoin pour remplir ses obligations nationales et internationales.

Steven C. Bigras
Directeur exécutif

Carbon, Microbial and Plant Community Dynamics in Low-Arctic Tundra
Dynamique du carbone, des microbes et de la communauté végétale dans la toundra du bas-Arctique

The Carbon Cycle in the Canadian Arctic and Sub-Arctic Continental Margin
Le cycle du carbone dans la marge continentale arctique et subarctique du Canada

Activities

National

Canadian Polar Information Network

The Researcher's Directory, the online database of Canadian polar specialists, continued to grow as more researchers added their names to the list. The Directory is an established and reliable who's who of over 2000 Canadian Arctic and Antarctic experts. Each listing contains contact information, specialty by keyword, and a list of recent publications.

The Polar Science Forum, which offers researchers a way to stay abreast of new developments, exchange ideas, and engage in online discussions and collaborations, has also expanded steadily over the past year. This year the Forum attracted over one hundred new subscribers, expanding membership to over 1,450. Subscribers use the Bulletin Board to post and read items of interest to the polar research community – including job opportunities, requests for proposals, new publications, conferences and workshops, field courses, scholarships, etc. Researchers and other polar specialists use the Forum to create their own limited-access interactive discussion groups and work together online. Groups using the Forum have included the Canadian Climate Impacts and Adaptation Research Network–North (C-CIARN North); the Discussion Group for the CircumArctic Rangifer Monitoring and Assessment Network; the Canadian National Committee for International Polar Year; the Coastal Zone Canada Association (CZCA); International Arctic Science Committee Canada (IASC Canada); the Dialogue on Northern Research; the Northern Science and Technology Working Group; the Canadian Committee for Antarctic Research; and the Arctic Circle.

Activités

Activités au Canada

Réseau canadien d'information polaire

Le répertoire des chercheurs, la base de données en ligne sur les spécialistes canadiens des questions polaires, a continué à grossir car d'autres chercheurs ont ajouté leur nom à la liste. Le répertoire, qui compte plus de 2 000 inscriptions, est un inventaire connu et fiable des experts canadiens qui s'intéressent aux enjeux de l'Arctique et de l'Antarctique. Chaque inscription présente des renseignements sur les personnes, la spécialité par mots-clés et une liste des publications récentes.

Le Forum pour les sciences polaires, qui permet aux chercheurs de se tenir au courant des faits nouveaux, d'échanger des idées, de participer aux débats en ligne et de collaborer, a été étendu. Cette année, il a attiré plus de cent nouvelles personnes. Le nombre d'abonnés dépasse maintenant 1 450. Les abonnés utilisent le babillard, où ils affichent l'information susceptible d'intéresser les chercheurs – offres d'emploi, demandes de propositions, nouvelles publications, conférences et ateliers, cours donnés sur le terrain, bourses d'études, etc. Les chercheurs et autres spécialistes des questions polaires utilisent le Forum pour créer leur propre groupe de discussion interactif à accès limité et pour travailler ensemble en ligne. Les groupes qui l'ont utilisé incluent : le Réseau canadien de recherche sur les impacts et l'adaptation (C-CIARN Nord); le groupe de discussion pour le CircumArctic Rangifer Monitoring; le Comité national canadien pour l'année polaire internationale; l'Association Zone côtière Canada (AZCC); le Comité international pour les sciences arctiques du Canada (CISA Canada); le Dialogue sur la recherche nordique; le groupe de travail sur la science et la technologie nordiques; le Comité canadien de la recherche antarctique; et Arctic Circle.

Édition

Méridien, le bulletin de la Commission canadienne des affaires polaires sur la science arctique, et le *Bulletin du Réseau canadien de recherches antarctiques* fournissent de l'information à jour sur la recherche polaire aux lecteurs du Canada et de l'étranger. Cette année, la Commission a publié deux numéros de chacun des bulletins. Les deux bulletins sont imprimés et diffusés sur son site Web.

Beluga Feeding Ecology in the Arctic

Marquage du béluga dans l'Arctique

Determining the Diet of the Greenland Shark in a Changing Arctic

Détermination de l'alimentation du requin du Groenland dans un Arctique en pleine évolution

Publishing

Meridian, the Polar Commission's arctic science publication, and the *Newsletter of the Canadian Antarctic Research Network* circulate current information on polar research to readers in Canada and abroad. This year the Commission published two editions of each. Both publications appear in print and on the Commission's Web site.

Public Outreach

Over the past year board members and staff have met and talked with many organizations, scientists, and northern residents, learning of the latest issues and concerns affecting the research community and communicating their views to policy makers. The Commission has also discussed polar science issues with politicians, government representatives, ambas-

Information du public

Au cours de l'année écoulée, les membres du conseil et des employés se sont entretenus avec les représentants de nombreux organismes, des scientifiques et des habitants du Nord. Ils ont été mis au courant des dernières nouvelles et des préoccupations des chercheurs, et fait part de leur point de vue aux artisans des politiques. La Commission a aussi tenu des pourparlers sur les enjeux de la science polaire avec des politiciens, des représentants des gouvernements, des ambassadeurs et des conseillers scientifiques à l'échelle nationale et internationale, pour que les scientifiques canadiens participent à l'effort de recherche international et que les Canadiens soient au courant des enjeux polaires internationaux et profitent de la recherche.

sadors, and national and international science advisers to ensure that Canadian scientists are part of the international research effort and that Canadians are aware of international polar issues and benefit from polar research.

International Polar Year (IPY)

As part of the ongoing national planning process for IPY the Polar Commission has continued its leadership role in a number of areas.

During the summer of 2006 the Commission released the outreach and communications plan developed at the IPY Outreach and Communications Workshop, held jointly by the Commission, IPY National Committee and Secretariat, and the Federal IPY Program Office in March 2006.

In spring of 2006, following an internal evaluation of the National IPY Steering Committee and Secretariat, the Polar Commission was asked to reinvigorate and streamline the National IPY Steering Committee and launch a call for nominations for a new Committee. The new Canadian National Committee for IPY was established in November.

Collaborations

The Commission collaborates with the university community through the Association of Canadian Universities for Northern Studies and the Arctic Institute of North America. The Commission has participated in committees and established links with research institutes, helping get their project information to the public. It has continued working on federal committees toward increasing the profile of polar research and to better coordinate existing research initiatives. The Commission again worked with the Association of Canadian Universities for Northern Studies to sponsor a northern research scholarship. This year's recipient was Sonia Wesche, a Ph.D. student at Wilfrid Laurier University in Waterloo, Ontario. Her thesis deals with the capacity of Dene-Métis communities to adapt to environmental and socio-cultural change.

Année polaire internationale (API)

Dans le cadre du processus de planification internationale, la Commission canadienne des affaires polaires a maintenu son leadership dans un certain nombre de domaines.

Durant l'été 2006, elle a publié le plan de sensibilisation et de communication établi lors du colloque sur la stratégie de sensibilisation et de communication pour l'API tenu conjointement par la Commission, le comité national et le secrétariat de l'API, et le bureau fédéral du programme de l'API, en mars 2006.

Au printemps 2006, suite à l'évaluation interne du comité directeur national et du secrétariat de l'API, la Commission des affaires polaires a été priée de simplifier le comité directeur national de l'API et de faire un appel de candidatures pour créer un nouveau comité. Le nouveau comité canadien national de l'API a été créé en novembre.

Collaboration

La Commission collabore avec les universités par l'entremise de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques et de l'Arctic Institute of North America. Elle a participé aux travaux de certains comités et noué des liens avec les instituts de recherche, en les aidant à communiquer l'information sur leurs projets au public. Elle

Effets de la variabilité du climat et des changements climatiques sur l'omble de l'Arctique

Climate Variability and Change Effects on Chars in the Arctic

An Integrated Research Program on Arctic Marine Fat and Lipids

Programme de recherche intégrée sur les gras et lipides marins de l'Arctique

International

The Commission serves as Canada's primary point of contact with the circumpolar scientific community, maintaining a liaison with research organizations throughout the circumpolar world. Over the past year it has been active regarding particular aspects of the *Northern Dimension of Canada's Foreign Policy*. This includes working with the steering committee of the Northern Research Forum and work with the Arctic Council. The Commission also participated in the Interdepartmental Network on International Science and Technology.

a maintenu son action au sein de comités du gouvernement fédéral, afin d'accroître la visibilité de la recherche polaire et de mieux coordonner les initiatives de recherche en cours. Encore une fois, la Commission a travaillé avec l'Association universitaire canadienne d'études nordiques pour offrir une bourse de recherche nordique. Cette année, la récipiendaire était Sonia Wesche, une doctorante de l'Université Wilfrid Laurier de Waterloo, Ontario. Sa thèse traite de la capacité d'adaptation aux changements environnementaux et socioculturels des Dénés et des Métis.

Changing Forests and Peatlands along the Mackenzie Valley, Northwest Territories

Évolution des forêts et des tourbières le long de la vallée du Mackenzie, Territoires du Nord-Ouest

Permafrost Conditions and Climate Change

État du pergélisol et changements climatiques

International Arctic Science Committee

The Commission supports the work of the International Arctic Science Committee (IASC) through the organization's Council and Regional Board, and maintains contact with IASC working groups on key issues. At the Arctic Science Summit Week, held in March at Hanover, New Hampshire, the Commission represented Canada at the IASC Regional Board Meeting. Arctic Science Summit Week provides opportunities for co-ordination, collaboration and co-operation in all areas of arctic science, and by combining science and management meetings saves on travel and time. It also offers insight into Arctic research undertaken by the host country.

At the meeting the IASC Council and Regional Board spent considerable time on the IASC Review and Strategy Report, an evaluation of IASC's performance over the last 15 years. Among other points the document recommends that IASC establish itself as the scientific advisory body to the Arctic Council, just as the Scientific Committee for Antarctic Research (SCAR) is the scientific advisory body to the Antarctic Treaty.

Activités internationales

La Commission est le principal point de contact du Canada avec les scientifiques qui s'intéressent aux questions circumpolaires. Elle entretient des liens avec les organismes de recherche de l'ensemble du monde circumpolaire. Au cours de l'année écoulée, elle a travaillé sérieusement à certains aspects de la *Dimension nordique de la politique étrangère du Canada*. Ainsi elle œuvre avec le comité directeur du Forum de la recherche nordique et le Conseil de l'Arctique. En outre, elle a participé aux travaux du réseau interministériel sur la science et la technologie internationales.

Comité international pour les sciences arctiques

La Commission appuie le travail du Comité international pour les sciences arctiques (CISA) par l'entremise du conseil et de la commission régionale de ce comité, et elle est en rapport avec les groupes de travail du CISA qui se penchent sur des questions clés. À l'occasion de la semaine du Sommet de la science arctique qui a eu lieu en mars à Hanover, New Hampshire, elle a représenté le Canada à la réunion de la commission régionale du CISA. La semaine du Sommet de la

The Council agreed to start restructuring IASC along the lines of SCAR. It will have five working groups and will develop closer links with other international organizations. It also wants to increase the Secretariat's staff and the annual membership dues. It will also make a concerted effort to increase its membership, which stands at 16 countries. Canada will once again be called upon to renew its commitment and play a lead role in IASC.

science arctique permet de coordonner le travail et de collaborer dans toutes les branches de la science arctique, et comme elle combine les réunions scientifiques et celles qui traitent de la gestion, cela fait économiser sur les frais de voyage et épargner du temps. En outre, elle permet d'obtenir des renseignements sur la recherche arctique entreprise par le pays hôte.

À la réunion, le conseil et la commission régionale du CISA ont consacré beaucoup de temps à la revue du CISA et au rapport sur sa stratégie, une évaluation de son rendement pour les quinze dernières

Découverte de Kwaday Dan Ts'inchi - Améliorer notre compréhension par des études scientifiques et communautaires reliées

Kwaday Dan Ts'inchi Discovery - Expanding our Understanding through Linked Scientific and Community Studies Project

Dynamic Inuit Societies in Arctic History
Coordinated Effort to Clear Hepatitis Viruses from the Canadian North
The Impacts of Oil and Gas Activity on Peoples in the Arctic
Inuit Sea Ice Use and Occupancy Project
Dynamisme des sociétés inuites dans l'histoire de l'Arctique
Effort concerté pour éliminer les virus de l'hépatite du Nord canadien
Répercussions des activités pétrolières et gazières sur les peuples de l'Arctique
Projet d'utilisation et d'occupation des glaces marines par les Inuits

Arctic Council

The Arctic Council is a high-level intergovernmental forum that provides a mechanism to address the common concerns and challenges faced by the Arctic governments and the people of the Arctic. The Commission is helping Canada fulfill its commitment to supporting the Arctic Council (AC) by participating in the Canadian AC Core Group and by providing office space for the Secretariat of the Council's Sustainable Development Working Group (SDWG).

During the period 2006–2007 the SDWG was chaired by Russia. The scope and complexity of responsibilities of the SDWG has continued to grow. Among the many projects and activities completed or ongoing the following are of particular interest to the Commission:

- Future of Children and Youth of the Arctic (lead: Canada);
- Survey of Living Conditions in the Arctic, SLiCA (lead: Denmark/Greenland/Faroe Islands);
- Arctic Infrastructure: Aviation (lead: USA);
- ArcticStat (lead: Canada);
- Arctic Indigenous Languages Symposium (lead: Canada);
- Arctic Social Indicators (lead: Iceland).

In addition, Ministers specifically requested the SDWG, in collaboration with other working groups and stakeholders, to

- identify and share adaptation expertise and best practices and possible actions, unique to the needs and conditions of the Arctic, so that indigenous and other residents can

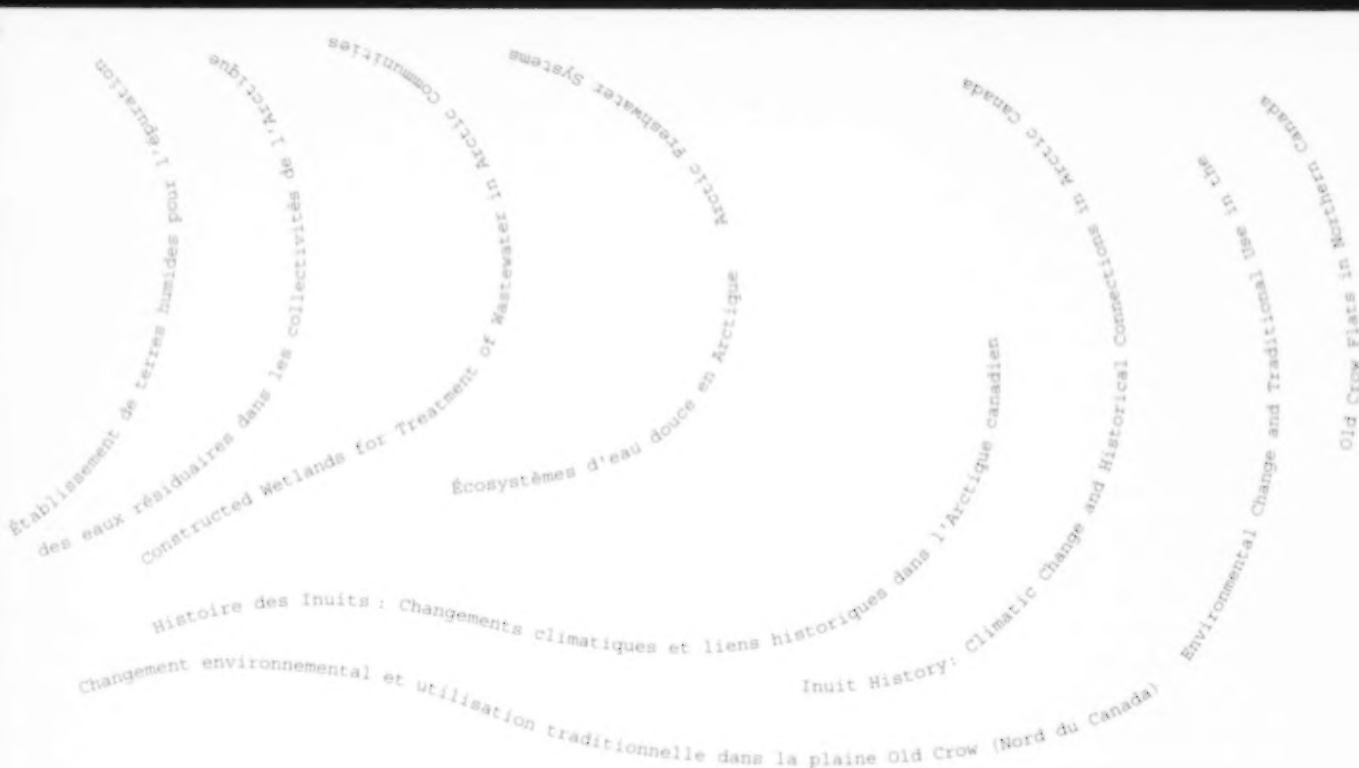
années. Le rapport recommande, entre autres, que le CISA devienne l'organisme scientifique consultatif du Conseil de l'Arctique, comme le Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA) l'est pour le Traité sur l'Antarctique.

Le conseil a convenu de commencer à réorganiser le CISA en suivant le système du CSRA. Le CISA comportera donc cinq groupes de travail et il resserrera ses liens avec les autres organismes internationaux. Son conseil veut augmenter le nombre d'employés du secrétariat ainsi que la cotisation annuelle des membres. Il tentera sérieusement d'accroître le nombre de ses membres (actuellement 16 pays). Encore une fois, le Canada sera prié de renouveler son engagement et de jouer un rôle prépondérant au sein du CISA.

Conseil de l'Arctique

Le Conseil de l'Arctique est un forum intergouvernemental de haut niveau qui applique un mécanisme pour traiter les préoccupations communes des États et des populations de l'Arctique. La Commission aide le Canada à remplir son engagement à soutenir le Conseil de l'Arctique (CA) en participant au travail du groupe central canadien du CA et en fournissant des locaux au secrétariat du groupe de travail sur le développement durable du Conseil de l'Arctique (GTDD).

En 2006–2007, le GTDD a été présidé par la Russie. L'étendue et


Établissement de terres humides pour l'épuration des eaux résiduaires dans les collectivités de l'Arctique
Constructed Wetlands for Treatment of Wastewater in Arctic Communities
Écosystèmes d'eau douce en Arctique
Arctic Freshwater Systems
Histoire des Inuits : Changements climatiques et liens historiques dans l'Arctique canadien
Inuit History: Climatic Change and Historical Connections in Arctic Canada
Changement environnemental et utilisation traditionnelle dans la plaine Old Crow (Nord du Canada)
Environmental Change and Traditional Use in the Old Crow Flats in Northern Canada

better adapt to climate change, and to report on the status of this activity at the 2008 Ministerial meeting, and to make publicly available any results or lessons learned from this undertaking;

- report on co-operation in the field of energy, including renewable energy and environmentally friendly technologies and the impact of energy issues on human life and the environment, as an important component of AC cooperation. This report will be made to the AC Ministerial session in 2009, and will identify activities that the Arctic Council could consider for future implementation.

GRID-Arendal

The Commission has a working relationship with GRID-Arendal, the key polar centre for the United Nations Environment Program. The Commission also provides office space as an in-kind contribution to help Canada meet its commitment to the ECORA project (Integrated Ecosystem Approach to Conserve Biodiversity and Minimize Habitat Fragmentation in the Russian Arctic), which aims to sustain the biological and cultural diversity of the Russian Arctic.

This year saw the implementation of number of activities of the project, with a particular emphasis on field studies and training activities. About 40 reports have been prepared as a

la complexité de ses responsabilités se sont encore accrues. Les nombreux projets et réalisations suivants, entre autres, présentent un intérêt particulier pour la Commission :

- L'avenir des enfants et des jeunes de l'Arctique (principal intervenant : Canada);
- L'enquête sur les conditions de vie dans l'Arctique, SLICA (principaux intervenants : Danemark/Groenland/îles Féroé);
- L'infrastructure arctique : Aviation (principal intervenant : É.-U.);
- ArcticStat (principal intervenant : Canada);
- Le symposium sur les langues autochtones de l'Arctique (principal intervenant : Canada);
- Les indicateurs sociaux sur l'Arctique (principal intervenant : Islande).

En outre, les ministres ont demandé au GTDD de faire ce qui suit, avec d'autres groupes de travail ou intervenants :

- recenser des cas illustrant un savoir-faire en adaptation ainsi que des pratiques exemplaires et, si possible, des mesures prises, qui correspondent spécifiquement aux besoins et aux conditions de l'Arctique, et communiquer l'information, pour que les Autochtones et les autres habitants de la région puissent mieux s'adapter au changement de climat, faire rapport sur cette activité à la

result of these activities forming a good basis for the development of the Integrated Ecosystem Management (IEM) strategy and action plans, as well as for the development of pilot projects in the Model Areas later in 2007.

GRID-Arendal continues its collaborative work with Statoil, the Norwegian national oil company. In 2006, GRID-Arendal took representatives of Statoil and the Norwegian government to the Canadian Arctic to learn about petroleum development in that region. The tour included Calgary, Norman Wells, Inuvik and Tuktoyaktuk. In the fall of 2006, GRID-Arendal organized a workshop on Integrated Ecosystem Management (IEM) in St. Petersburg, Russia. The aim of the workshop was to bring together people of different backgrounds with an interest in the Russian Arctic to discuss the development of IEM in the region, looking at both the challenges and opportunities.

The Ottawa office coordinates the "Many Strong Voices" program which brings together people and organizations from the Arctic and Small Island Developing States. The goal is to influence global climate change negotiations and ensure that adaptation measures are developed that manage the impacts of climate change on these vulnerable regions. The Ottawa office also works closely with the UNEP office in Washington, DC to expand UNEP's networks in Canada and the United States.

Scientific Committee on Antarctic Research (SCAR)

The Commission continued to work with the Canadian Committee for Antarctic Research (CCAR) towards a more active Canadian presence in the south polar region, in support of Canada's obligations under the Antarctic Treaty. Expectations that the framework for a Canadian Antarctic Research Program could be established through IPY support were not realized. A highlight of the year was the Open Science Conference in Hobart Australia. Seven Canadians attended, giving presentations and participating in meetings of the SCAR Standing Scientific Groups. The Executive Director (ED) attended the Open

réunion ministérielle de 2008 et renseigner le public sur ses résultats ou les leçons retenues;

* faire rapport sur la coopération (important volet du travail du CA) dans le domaine de l'énergie, notamment l'énergie renouvelable et les technologies inoffensives pour l'environnement, et sur les répercussions des questions d'énergie sur la vie humaine et l'environnement. Ce rapport sera présenté à la réunion ministérielle du CA de 2009. Il recensera les activités que le Conseil de l'Arctique pourrait envisager.

GRID-Arendal

La Commission a établi une relation de travail avec GRID-Arendal, le principal centre polaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement. En outre, elle fournit des locaux à bureaux comme contribution en nature, afin d'aider le Canada à remplir son engagement dans le cadre du projet ECORA (approche intégrée des écosystèmes pour préserver la biodiversité et minimiser la fragmentation des habitats dans l'Arctique russe).

Cette année bon nombre des activités prévues ont été réalisées, notamment en ce qui concerne les études sur le terrain et la formation. Résultat : environ 40 rapports qui donnent une bonne base pour l'élaboration de la stratégie de gestion intégrée des écosystèmes (GIE) et des plans d'action, et pour la mise sur pied de projets pilotes dans les régions modèles, plus tard en 2007.

GRID-Arendal poursuit sa collaboration avec la Statoil, l'entreprise pétrolière nationale de la Norvège. En 2006, les responsables ont emmené des représentants de l'entreprise et du gouvernement norvégien dans l'Arctique canadien pour leur faire voir les opérations qui se déroulent dans la région. La tournée incluait Calgary, Norman Wells, Inuvik et Tuktoyaktuk. À l'automne 2006, GRID-Arendal a organisé un atelier de formation sur la gestion intégrée des écosystèmes (GIE) qui a eu lieu à Saint-Pétersbourg, en Russie. Le but était de réunir des personnes de différents milieux qui s'intéressent à l'Arctique russe, pour parler de la GIE dans la région en tenant compte des défis et des possibilités.

Le bureau d'Ottawa coordonne le programme « Many Strong Voices » qui rallie des personnes et des organismes de l'Arctique ainsi que des petits États insulaires en développement. Le but : influencer les négociations sur le changement de climat à l'échelle planétaire et veiller à ce que les décideurs trouvent des moyens d'adaptation, afin de gérer les répercussions du changement de climat sur ces régions

Science Conference as well as the Delegates meeting. The first prototype of the Antarctic Cyberatlas, developed at Carleton University, Ottawa, became available on the web in August and six more modules will follow. A Canadian vessel, the *Sedna IV*, wintered on the Antarctic Peninsula, providing a base for chemical and biological studies. With generous support from other Antarctic nations, about 20 Canadians have been able to undertake research on the continent and in the Southern Ocean.

As the Canadian delegate to SCAR, the ED represents Canada's national interests in Antarctic and bipolar research issues, ensuring that the Canadian polar research community takes part in critical research projects in Antarctica.

At this meeting, which marked the start of increasing linkages between Arctic and Antarctic researchers, the ED, as a member of the IASC Executive Committee, was asked to represent the International Arctic Science Committee (IASC). A letter of agreement was signed between SCAR and IASC that will

vulnérables. En outre, le bureau d'Ottawa travaille en étroite collaboration avec le bureau du PNUE à Washington, DC, pour étendre les réseaux du PNUE au Canada et aux États-Unis.

Comité scientifique pour les recherches antarctiques (CSRA)

La Commission a maintenu sa collaboration avec le Comité canadien de la recherche antarctique (CCRA), pour accroître la présence canadienne dans la région polaire du Sud, conformément aux obligations du Canada en vertu du Traité sur l'Antarctique. Les attentes quant à l'élaboration du cadre d'un programme canadien de recherche antarctique dans le contexte du soutien à l'API ne se sont pas concrétisées. L'un des événements marquants de l'année a été la conférence publique sur la science tenue à Hobart en Australie. Sept Canadiens y ont assisté, ayant présenté des exposés et participé aux réunions des groupes scientifiques permanents du CSRA. Pour sa part, le directeur exécutif (DE) a assisté à la conférence publique ainsi qu'à la réunion des délégués. Le premier prototype du cyberatlas antarctique, réalisé par l'Université Carleton, à Ottawa, a été mis sur le Web en août, et six modules y seront ajoutés. Un navire canadien, le *Sedna IV*, a passé l'hiver dans la péninsule antarctique où il a servi de base pour des études chimiques et biologiques. Grâce à la générosité d'autres pays antarctiques, environ 20 Canadiens ont pu faire des recherches sur le continent et dans l'océan Austral.

En tant que délégué canadien au CSRA, le DE défend les intérêts du Canada en ce qui concerne l'Antarctique et la recherche bipolaire. Ainsi, les chercheurs canadiens peuvent prendre part à des projets cruciaux en Antarctique.

À cette réunion qui a marqué le début du resserrement des liens entre les chercheurs de l'Arctique et ceux de l'Antarctique, on a demandé au DE de représenter le Comité international pour les sciences arctiques (CISA) en tant que membre du comité exécutif du CISA. Une lettre d'entente a été signée entre le CSRA et le CISA, ce qui facilitera la collaboration des deux organismes à des initiatives bipolaires. L'une des premières co-réalisations CSRA–CISA sera la tenue d'un forum sur les enjeux polaires à Saint-Pétersbourg, Russie, en juillet 2008. Ce genre d'initiatives est tout à fait approprié, vu que la réunion aura lieu dans un pays arctique durant l'API 2007–2008.

facilitate the two organizations working together on bipolar initiatives. One of the first SCAR/IASC joint efforts will be a Polar Forum in St. Petersburg, Russia in July, 2008. This type of initiative is quite fitting, given that the meeting will take place in an Arctic country during IPY 2007/2008, in which there will be emphasis on bipolar activities.

The Canadian Committee on Antarctic Research (CCAR) held its AGM in September in Toronto. It became quite clear that the federal IPY program would not be the catalyst that would launch an Antarctic research program in Canada. The Committee agreed to start developing an Antarctic policy and strategy to increase the profile of Antarctic research in Canada and help the Commission and CCAR to move forward with the Antarctic research plan.

The Antarctic policy will see Canada establish an Antarctic research program that will be linked to an overall polar science policy for Canada. It will clearly outline Canada's research priorities in Antarctica, and will consider the cost of such a program and outline a governance structure. The Commission began to examine the Netherlands approach outlined in the document *The Netherlands and the Polar Regions – Policy and Program for the Arctic and Antarctic Regions, 2002–2006* as a model for a Canadian Antarctic Research Program.

In October Chris Rapley (Director, British Antarctic Survey, and President, SCAR) spent the morning at the Commission office discussing Antarctic research issues and IPY. This meeting marked renewed interest in and commitment to Antarctic research in Canada. New international partnerships will be formed as a result.

Le Comité canadien de la recherche antarctique (CCRA) a tenu son assemblée générale annuelle à Toronto, en septembre. Il est alors devenu évident que le programme fédéral de l'API ne serait pas le catalyseur du lancement d'un programme de recherche antarctique au Canada. Le comité a convenu de commencer à élaborer une politique et une stratégie sur l'Antarctique, pour donner plus de visibilité à la recherche antarctique au Canada, et aider la Commission et le CCRA à exécuter le plan de recherche antarctique.

La politique sur l'Antarctique aboutira à la mise sur pied au Canada d'un programme de recherche antarctique associé à la politique d'ensemble sur la science polaire pour le Canada. Elle fera ressortir les priorités du Canada relativement à la recherche en Antarctique, tiendra compte du coût d'un tel programme et décrira la structure de gouvernance. La Commission a commencé à examiner l'approche des Pays-Bas exposée dans l'ouvrage intitulé *The Netherlands and the Polar Regions – Policy and Programme for the Arctic and Antarctic Regions, 2002–2006*. Celle-ci servira de modèle au programme de recherche antarctique du Canada.

En octobre, Chris Rapley (directeur, British Antarctic Survey, et président du CSRA) a passé la matinée au bureau de la Commission où il s'est entretenu avec les responsables sur des questions de recherche antarctique et l'API. Cette réunion a montré un regain d'intérêt pour la recherche antarctique au Canada. Elle donnera lieu à la formation de nouveaux partenariats internationaux.

Management's Responsibility for Financial Statements

Responsibility for the integrity and objectivity of the accompanying financial statements for the year ended March 31, 2007 and all information contained in these statements rests with the Commission's management. These financial statements have been prepared by management in accordance with Treasury Board accounting policies and year-end instructions issued by the Office of the Comptroller General which are consistent with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector.

Management is responsible for the integrity and objectivity of the information in these financial statements. Some of the information in the financial statements is based on management's best estimates and judgment and gives due consideration to materiality. To fulfill its accounting and reporting responsibilities, management maintains a set of accounts that provides a centralized record of the Commission's financial transactions. Financial information submitted to the *Public Accounts of Canada* and included in the Commission's *Departmental Performance Report* is consistent with these financial statements.

Management maintains a system of financial management and internal control designed to provide reasonable assurance that financial information is reliable, that assets are safeguarded and that transactions are in accordance with the *Financial Administration Act*, are executed in accordance with prescribed regulations, within Parliamentary authorities, and are properly recorded to maintain accountability of Government funds. Management also seeks to ensure the objectivity and integrity of data in its financial statements by careful selection, training and development of qualified staff, by organizational arrangements that provide appropriate divisions of responsibility, and by communication programs aimed at ensuring that regulations, policies, standards and managerial authorities are understood throughout the Commission.

The Commission has instituted an Internal Audit Committee to assist the Board of Directors to fulfill its oversight responsibilities in the areas of standards of integrity and behavior, reporting of financial information and the internal control systems of the Commission.

The financial statements of the Commission have been audited by the Auditor General of Canada, the independent auditor for the Government of Canada.

Approved by:

T. C. Hutchinson

Tom Hutchinson
Chairperson

Steven C. Bigras
Executive Director

Ottawa, Canada
July 20, 2007

La responsabilité pour l'intégrité et l'objectivité des états financiers ci-joints qui couvrent l'exercice terminé le 31 mars 2007, et de tous les renseignements qu'ils fournissent, incombe à la direction de la Commission. Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor sur la comptabilité et aux instructions de fin d'exercice fournies par le Bureau du contrôleur général, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public.

La direction est chargée d'assurer l'intégrité et l'objectivité de l'information que présentent ces états financiers. Certains renseignements des états financiers reposent sur son meilleur jugement et ses meilleures estimations, et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de sa responsabilité de comptabiliser et de rendre compte, la direction tient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de la Commission. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de la Commission concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les biens sont protégés et que les opérations sont effectuées conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et aux règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille à garantir l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection soignée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par des dispositions assurant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans toute la Commission.

La Commission a mis sur pied un comité de vérification interne chargé d'aider le Conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance en ce qui a trait aux normes d'intégrité et de comportement, à la présentation des renseignements financiers et aux systèmes de contrôle interne de la Commission.

Les états financiers de la Commission ont été vérifiés par la vérificatrice générale du Canada, le vérificateur indépendant du gouvernement du Canada.

Approuvé par :

Président

T. C. Hutchinson

Tom Hutchinson

Directeur exécutif

Steven C. Bigras

Ottawa, Canada
Le 20 juillet 2007

Auditor's Report

To the Board of Directors of the Canadian Polar Commission and the Minister of Indian Affairs and Northern Development

I have audited the statement of financial position of the Canadian Polar Commission as at March 31, 2007 and the statements of operations, equity of Canada and cash flow for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Commission's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Commission as at March 31, 2007 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Further, I wish to draw to your attention that the Commission is not in compliance with section 14(2) of the *Canadian Polar Commission Act*. That section states that at least one office of the Commission shall be at a place north of sixty degrees north latitude. As described in Note 2 to these financial statements, citing cost constraints, the Commission no longer maintains a northern office as of January 2000.

Crystal Pace, CA
Principal
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Canada
July 20, 2007

Rapport du vérificateur

Au Conseil d'administration de la Commission canadienne des affaires polaires et au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la Commission canadienne des affaires polaires au 31 mars 2007 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

De plus, j'aimerais apporter à votre attention que la Commission n'est pas conforme avec la section 14(2) de la *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires*. Cette section énonce qu'au moins l'un des bureaux constitués par le conseil doit être situé au nord du soixantième degré de latitude nord. Tel que décrit dans la note 2 aux états financiers, citant les contraintes financière, la Commission ne maintien plus de bureau nordique depuis janvier 2000.

Pour la vérificatrice générale du Canada,

Crystal Pace, CA
directrice principale

Ottawa, Canada
Le 20 juillet 2007

Statement of Financial Position

As at March 31

	2007	2006
Assets		
Financial Assets		
Due from the Consolidated Revenue Fund	$93,892	$44,027
Accounts receivable and advances (note 6)	16,074	20,593
Total financial assets	109,966	64,620
Non-financial Assets		
Prepaid expenses	1,987	–
Tangible capital assets (note 7)	67,843	82,372
Total non-financial assets	69,830	82,372
Total	$179,796	$146,992
Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities	$116,800	$66,297
Vacation pay accrual	30,840	29,762
Deferred revenue	9,370	14,370
Employee severance benefits (note 8)	90,168	85,045
	247,178	195,474
Equity of Canada	(67,382)	(48,482)
Total	$179,796	$146,992

Contractual obligations (note 9)

The accompanying notes form an integral part of these financial statements.

Approved by:

T. C. Hutchinson

Tom Hutchinson
Chairperson

François Trudel
Vice-Chair

État de la situation financière

au 31 mars

	2007	2006
Actif		
Actifs financiers		
Somme à recevoir du Trésor	93 892 $	44 027 $
Créances et avances (note 6)	16 074	20 593
Total des actifs financiers	109 966	64 620
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	1 987	–
Immobilisations corporelles (note 7)	67 843	82 372
Total des actifs non financiers	69 830	82 372
Total	179 796 $	146 992 $
Passif		
Créditeurs et charges à payer	116 800 $	66 297 $
Indemnités de vacances à payer	30 840	29 762
Revenus reportés	9 370	14 370
Indemnités de départ (note 8)	90 168	85 045
	247 178	195 474
Avoir du Canada	(67 382)	(48 482)
Total	179 796 $	146 992 $

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Approuvé par :

T. C. Hutchinson

Tom Hutchinson
Président

François Trudel
Vice-président

Statement of Operations

For the year ended March 31	2007	2006
Expenses		
Program expenses (Note 5)	$1,050,129	$967,093
International Polar Year planning and consultations	195,000	286,168
Total expenses	1,245,129	1,253,261
Revenues		
Contributions to International Polar Year planning and consultations	155,000	245,000
Amortization of deferred revenue	5,000	5,000
Total revenues	160,000	250,000
Net Cost of Operations	$1,085,129	$1,003,261

The accompanying notes form an integral part of these financial statements.

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars	2007	2006
Charges		
Charges de programmes (note 5)	1 050 129 $	967 093 $
Planification de l'Année polaire internationale et consultations	195 000	286 168
Total des charges	1 245 129	1 253 261
Revenus		
Contributions pour la planification de l'Année polaire internationale et les consultations	155 000	245 000
Amortissement des revenus reportés	5 000	5 000
Total des revenus	160 000	250 000
Coût d'exploitation net	1 085 129 $	1 003 261 $

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Statement of Equity of Canada

For the year ended March 31	2007	2006
Equity of Canada, beginning of year	$ (48,482)	$ (32,324)
Net cost of operations	(1,085,129)	(1,003,261)
Services received without charge from other government departments and agencies (note 10)	65,403	55,925
Net cash provided by government (note 4)	950,961	935,099
Change in due from the Consolidated Revenue Fund	49,865	3,665
Accommodation rebate	–	(7,586)
Equity of Canada, End of Year	$ (67,382)	$ (48,482)

The accompanying notes form an integral part of these financial statements.

État de l'avoir du Canada

Exercice terminé le 31 mars	2007	2006
Avoir du Canada, début de l'exercice	(48 482) $	(32 324) $
Coût d'exploitation net	(1 085 129)	(1 003 261)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères et organismes du gouvernement (note 10)	65 403	55 925
Encaisse nette fournie par le gouvernement (note 4)	950 961	935 099
Variation dans la somme à recevoir du Trésor	49 865	3 665
Rabais pour les locaux	–	(7 586)
Avoir du Canada, fin de l'exercice	(67 382) $	(48 482) $

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Statement of Cash Flow

For the year ended March 31	2007	2006
Operating Activities		
Net cost of operation	$1,085,129	$1,003,261
Non-cash items		
Services provided without charge	(65,403)	(55,925)
Amortization of tangible capital assets	(25,379)	(31,731)
Amortization of deferred revenue	5,000	5,000
Increase in employee severance benefits	(5,123)	(8,749)
Accommodation rebate	–	7,586
Variations in statement of financial position		
(Decrease) in accounts receivable and advances	(4,519)	(8,658)
Increase (decrease) in prepaid expenses	1,987	(6,240)
(Increase) in liabilities	(50,503)	(5,196)
(Increase) in vacation pay accrual	(1,078)	(682)
Cash used by operating activities	940,111	898,666
Capital Investment Activities		
Acquisition of tangible capital assets	10,850	36,433
Cash used by capital investment activities	10,850	36,433
Net Cash Provided by Government of Canada	$ (950,961)	$ (935,099)

The accompanying notes form an integral part of these financial statements.

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars	2007	2006
Activités d'exploitation		
Coût d'exploitation net	1 085 129 $	1 003 261 $
Postes hors trésorerie		
Services fournis gratuitement	(65 403)	(55 925)
Amortissement des immobilisations corporelles	(25 379)	(31 731)
Amortissement des revenus reportés	5 000	5 000
Augmentation des indemnités de départ	(5 123)	(8 749)
Rabais pour les locaux	–	7 586
Variations dans l'état de la situation financière		
(Diminution) des créances et avances	(4 519)	(8 658)
Augmentation (Diminution) des charges payées d'avance	1 987	(6 240)
(Augmentation) du passif	(50 503)	(5 196)
(Augmentation) des indemnités de vacances à payer	(1 078)	(682)
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	940 111	898 666
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	10 850	36 433
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	10 850	36 433
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	(950 961) $	(935 099) $

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Notes to the Financial Statements

For the year ended 31 March 2007

1. Authority and Objectives

The Canadian Polar Commission was established on February 1, 1991 by the *Canadian Polar Commission Act* and is a departmental corporation named in Schedule II of the *Financial Administration Act*. The Commission commenced its operations on September 9, 1991. The Commission was established to promote and encourage the development and dissemination of knowledge of the polar regions; to monitor the state of polar knowledge in Canada and elsewhere; to enhance Canada's international polar profile; and to provide information about research relating to polar regions to Canadians and to Canadian organizations, institutions and associations. The Commission's operating expenses are funded by a budgetary lapsing authority.

2. Impact of Limited Funds

The Canadian Polar Commission's budgetary appropriations for 2006–07 were $965,250 (excluding employee benefits). In 1991, when it was first created, the Commission's funding level was set at $1,179,317 (excluding employee benefits). In successive years, its budgetary appropriations have been reduced over time.

The *Canadian Polar Commission Act* requires the Commission to maintain one office in the National Capital Region and at least one office at a place north of sixty degrees north latitude. Notwithstanding this statutory requirement, in order to contain costs, the Commission closed its last northern office in January 2000. Furthermore, to meet the financial challenges, the number of Board members has been reduced from twelve to seven, with the agreement of the Governor-in-Council. As a result, the Commission no longer has the capacity to undertake special studies, on a regular basis, to respond to national polar research issues.

The current funding situation threatens the Commission's ability to deliver on its legislated mandate.

3. Summary of Significant Accounting Policies

The financial statements have been prepared in accordance with Treasury Board accounting policies and year-end instructions issued by the Office of the Comptroller General, which are consistent with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector. Significant accounting policies are as follows.

(a) Parliamentary Appropriations

The Commission is financed by the Government of Canada through Parliamentary appropriations. Appropriations provided to the Commission do not parallel financial reporting according to generally accepted accounting principles since appropriations are primarily based on cash flow requirements. Consequently, items recognized in the statement of operations and the statement of financial position are not necessarily the same as those provided through appropriations from Parliament. Note 4 provides a high-level reconciliation between the two bases of reporting.

(b) Net Cash Provided by Government

The Commission operates within the Consolidated Revenue Fund (CRF), which is administered by the Receiver General for Canada. All cash received by the Commission is deposited to the CRF and all cash disbursements made by the Commission are paid from the CRF. The net cash provided by Government is the difference between all cash receipts and all cash disbursements including transactions between departments of the federal government.

(c) Due from the Consolidated Revenue Fund

Due from the Consolidated Revenue Fund represents the amount of cash

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2007

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des affaires polaires a été constituée le 1er février 1991 en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires* et est un établissement public nommé à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle a entrepris ses activités le 9 septembre 1991. Elle a été créée dans le but de promouvoir et de favoriser le développement et la diffusion des connaissances sur les régions polaires, de surveiller l'évolution de ces connaissances au Canada et ailleurs dans le monde, de rehausser l'image de nation polaire du Canada sur la scène internationale et de fournir aux Canadiens et Canadiennes ainsi qu'aux organisations, institutions et associations canadiennes de l'information sur les recherches concernant les régions polaires. Ses dépenses d'exploitation sont financées par une autorisation budgétaire annuelle.

2. Impact des contraintes financières

Pour l'exercice 2006–2007, les crédits budgétaires alloués à la Commission canadienne des affaires polaires ont atteint 965 250 $ (excluant les avantages sociaux). En 1991, lorsque la Commission a été créée, son niveau de financement avait été fixé à 1 179 317 $ (excluant les avantages sociaux). Au fil des ans, ses crédits budgétaires ont été réduits.

En vertu de la *Loi sur la Commission canadienne des affaires polaires*, la Commission doit avoir un bureau dans la région de la capitale nationale et au moins un bureau à un endroit situé au nord du soixantième degré de latitude nord. En dépit de cette exigence de la loi, en janvier 2000 la Commission a dû fermer son dernier bureau du Nord pour limiter ses coûts. En outre, aux prises avec des contraintes financières, elle a dû, avec l'accord du gouverneur en conseil, diminuer le nombre de membres de son Conseil d'administration qui est passé de douze à sept. Par conséquent, la Commission n'est plus en mesure d'entreprendre régulièrement des études spéciales pour traiter des enjeux nationaux de la recherche polaire.

La situation financière actuelle menace la capacité de la Commission de s'acquitter du mandat que lui a conféré la loi.

3. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor et aux instructions de fin d'exercice fournies par le Bureau du contrôleur général, qui concordent avec les principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public. Les principales conventions comptables sont décrites ci-après.

a) Crédits parlementaires

La Commission est financée par le gouvernement du Canada au moyen de crédits parlementaires. Les crédits qui lui sont consentis ne correspondent pas à la présentation des rapports financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, car ils sont déterminés dans une large mesure par les besoins de trésorerie. Par conséquent, les éléments de l'état de la situation financière et de l'état des résultats ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les crédits parlementaires. La note 4 montre un rapprochement entre les deux méthodes d'établissement de rapports.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

Les activités de la Commission sont financées par le Trésor, lequel est administré par le receveur général du Canada. Toutes les sommes que reçoit la Commission sont versées au Trésor, et tous les décaissements de la Commission sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement correspond à la différence entre toutes les rentrées de fonds et tous les décaissements, y compris les opérations effectuées entre les ministères de l'administration fédérale.

c) Somme à recevoir du Trésor

La somme à recevoir du Trésor représente le montant d'encaisse que la Commission a droit de tirer du Trésor, sans autre crédit.

that the Commission is entitled to draw from the Consolidated Revenue Fund without further appropriations.

(d) Revenues/Deferred Revenue

Revenues are recognized in the year in which the underlying transaction or event occurred that gave rise to the revenue.

Revenues for contributions to the International Polar Year and consultations are recognized at the same time as the related expenses are incurred.

Deferred revenue for contributions received from another government department for the purchase of tangible capital assets are deferred and amortized on the same basis as the related asset.

(e) Expenses

Vacation pay and compensatory leave are expensed as the benefits accrue to employees under their respective terms of employment.

Services received without charge from other government departments and agencies are recorded as operating expenses at their estimated cost.

(f) Employee Future Benefits

i. Pension Benefits: Eligible employees participate in the Public Service Pension Plan, a multiemployer plan administered by the Government of Canada. The Commission's contributions to the Plan are charged to expenses in the year incurred and represent its total obligation to the Plan. Current legislation does not require the Commission to make contributions for any actuarial deficiencies of the Plan.

ii. Severance Benefits: Employees are entitled to severance benefits under labour contracts or conditions of employment. These benefits are accrued as employees render the services necessary to earn them. The obligation relating to the benefits earned by employees is calculated using information derived from the results of the actuarially determined liability for employee severance benefits for the Government as a whole.

(g) Accounts Receivable

Accounts receivable are stated at amounts expected to be ultimately realized; a provision is made for receivables where recovery is considered uncertain.

(h) Tangible Capital Assets

All tangible capital assets having an initial cost of $1,000 or more are recorded at their acquisition cost. The Commission does not capitalize intangibles, works of art and historical treasures that have cultural, aesthetic or historical value. Amortization of tangible capital assets is done on a straight-line basis over the estimated useful life of the asset as follows.

Asset class	*Amortization period*
Office equipment and Informatics hardware and software	5 years

(i) Lease Inducement

The accommodation rebate lease inducement is amortized to expense on the straight-line basis over the term of the lease.

(j) Measurement Uncertainty

The preparation of these financial statements in accordance with Treasury Board accounting policies and year end instructions by the Office of the Comptroller General, which are consistent with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported in the financial statements. At the time of preparation of these statements, management believes the estimates and assumptions to be reasonable. The most significant items where estimates are used are the liability for

d) Revenus/revenus reportés

Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les opérations ou les faits sous-joints sont survenus.

Les revenus pour les contributions pour l'Année polaire internationale et les consultations sont comptabilisés quand les charges connexes sont engagées.

Les contributions reçues d'un autre ministère pour l'achat d'immobilisations corporelles sont reportées et amorties selon la même méthode que celle des actifs connexes.

e) Charges

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont passés en charge au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères et organismes du gouvernement sont comptabilisés à leur juste valeur estimative en tant que charges d'exploitation.

f) Avantages sociaux futurs

i. Régime de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations que paie la Commission sont passées en charge de l'exercice au cours duquel elles sont engagées et représentent son obligation totale à l'égard du régime. En vertu des dispositions législatives actuelles, la Commission n'est pas tenue de verser des cotisations pour combler le déficit actuariel du régime.

ii. Indemnités de départ : Les employés ont droit à des indemnités de départ d'après les conventions collectives et les conditions d'emploi en vigueur. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. L'obligation que représentent les indemnités gagnées par les employés est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ dans l'ensemble du gouvernement.

g) Créances

Les créances sont inscrites à titre de montants devant être réalisés ultérieurement; des provisions sont établies pour les créances quand le recouvrement est incertain.

h) Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 1 000 $ sont inscrites à leur coût d'acquisition. La Commission ne capitalise pas les actifs incorporels, les oeuvres d'art et les trésors historiques qui ont une valeur culturelle, esthétique ou historique. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	*Période d'amortissement*
Équipement de bureau, matériel informatique et logiciels	5 ans

i) Avantage incitatif pour un bail

Le rabais accordé pour les locaux est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire au cours de la durée du bail.

j) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor et aux instructions de fin d'exercice fournies par le Bureau du contrôleur général, qui concordent avec les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des charges indiqués. La direction estime que, lorsqu'elle a préparé ces états financiers, les estimations et les hypothèses étaient raisonnables. Les éléments les plus importants pour lesquels les montants ont été estimés sont les indem-

employee severance benefits and the useful life of tangible capital assets. Actual results could significantly differ from those estimated. Management's estimates are reviewed periodically and, as adjustments become necessary, they are recorded in the financial statements in the year they become known.

4. Parliamentary Appropriations

The Commission receives most of its funding through annual Parliamentary appropriations. Items recognized in the Statement of Operations and the Statement of Financial Position in one year may be funded through Parliamentary appropriations in prior, current or future years. Accordingly, the Commission has different net results of operations for the year on a government funding basis than on an accrual accounting basis. The differences are reconciled in the following tables.

(a) Reconciliation of Net Cost of Operations to Current Year Appropriations Used

	2007	2006
Net cost of operations	$1,085,129	$1,003,261
Adjustments for items affecting net cost of operations but not affecting appropriations		
Services provided without charge	(65,403)	(55,925)
Amortization of tangible capital assets	(25,379)	(31,731)
Change in employee severance benefits	(5,123)	(8,749)
Amortization of accommodation rebate	–	7,586
Amortization of deferred revenue	5,000	5,000
Change in vacation pay	(1,078)	(682)
Other	–	(200)
	993,146	918,560
Adjustments for items not affecting net cost of operations but affecting appropriations		
Acquisition of tangible capital assets	10,850	36,433
Current year appropriations used	$1,003,996	$954,993

(b) Appropriations Provided and Used

	2007	2006
Indian Affairs and Northern Development		
Vote 40 – Operating expenditures	$905,000	$895,000
Supplementary Vote (A)	44,250	–
Transfer from Treasury Board Vote 15 for program expenditures	16,000	–
	965,250	895,000
Statutory amounts	68,014	68,077
	1,033,264	963,077
Lapsed appropriations: Operating	(29,268)	(8,084)
Current year appropriations used	$1,003,996	$954,993

(c) Reconciliation of Net Cash Provided by Government to Current Year Appropriations Used

	2007	2006
Net cash provided by government	$950,961	$935,099
Revenue not available for spending	5,000	5,000
Change in net position in the Consolidated Revenue Fund		
Variation in accounts receivable and advances	4,519	8,658
Variation in accounts payable and accrued liabilities	50,503	5,196
Variation in prepaid expenses	(1,987)	6,040
Variation in deferred revenue	(5,000)	(5,000)
Current year appropriations used	$1,003,996	$954,993

nités de départ et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les chiffres réels peuvent différer sensiblement de ces estimations. Les estimations de la direction sont revues régulièrement, et lorsque des ajustements s'imposent, ils sont inscrits dans les états financiers durant l'exercice où ils sont connus.

4. Crédits parlementaires

La Commission reçoit la plus grande partie de ses fonds au moyen des crédits parlementaires annuels. Ainsi, au cours d'un exercice les éléments de l'état des résultats et de l'état de la situation financière peuvent être pourvus dans les crédits parlementaires des exercices antérieurs, de l'exercice en cours ou des exercices futurs. C'est pourquoi la Commission montre des résultats d'exploitation nets différents pour l'exercice selon la méthode du financent parlementaire par rapport à la méthode de la comptabilité d'exercice. Les tableaux ci-dessous font le rapprochement des différences.

a) Rapprochement du coût d'exploitation net et du total des crédits parlementaires utilisés

	2007	2006
Coût d'exploitation net	1 085 129 $	1 003 261 $
Rajustements pour les éléments qui ont une incidence sur le coût d'exploitation net mais pas sur les crédits :		
Services fournis gratuitement	(65 403)	(55 925)
Amortissement des immobilisations corporelles	(25 379)	(31 731)
Variation dans les indemnités de départ	(5 123)	(8 749)
Amortissement du rabais pour les locaux	–	7 586
Amortissement du fonds d'immobilisations reporté	5 000	5 000
Changement dans les indemnités de vacances	(1 078)	(682)
Autres	–	(200)
	993 146	918 560
Rajustements pour les éléments ayant une incidence sur les crédits, mais pas sur le coût d'exploitation net		
Acquisition d'immobilisations corporelles	10 850	36 433
Crédits utilisés pour l'exercice en cours	1 003 996 $	954 993 $

b) Crédits fournis et utilisés

	2007	2006
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Crédit 40 – Dépenses d'exploitation	905 000 $	895 000 $
Crédit supplémentaire (A)	44 250	–
Transfert du crédit 15 du Conseil du Trésor pour dépenses des programmes	16 000	–
	965 250	895 000
Montants législatifs	68 014	68 077
	1 033 264	963 077
Crédits annulés : exploitation	(29 268)	(8 084)
Crédits utilisés pour l'exercice en cours	1 003 996 $	954 993 $

c) Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement et des crédits utilisés pour l'exercice en cours

	2007	2006
Encaisse nette fournie par le gouvernement	950 961 $	935 099 $
Revenu non disponible pour dépenser	5 000	5 000
Variation de la situation nette du Trésor		
Variation dans les créances et avances	4 519	8 658
Variation dans les créditeurs et charges à payer	50 503	5 196
Variation dans les frais payés d'avance	(1 987)	6 040
Variation dans les revenus reportés	(5 000)	(5 000)
Crédits utilisés pour l'exercice en cours	1 003 996 $	954 993 $

5. Expenses

The following table presents details of expenses by category.

	2007	2006
Salaries and employee benefits	$465,638	$455,499
Professional and special services	212,740	188,439
Travel and relocation	132,079	81,502
Accommodation	96,498	88,686
Honoraria to Board members	44,770	24,375
Printing and publishing	34,863	51,162
Amortization of tangible capital assets	25,379	31,731
Telephone and telecommunications	14,077	8,945
Contributions	10,000	10,000
Postage and courier services	5,937	10,378
Office expenses and equipment	4,132	9,597
Materials and supplies	4,016	6,779
Total program expenses	$1,050,129	$967,093

6. Accounts Receivable and Advances

The following table presents details of accounts receivable and advances.

	2007	2006
Receivables from other federal government departments and agencies	$15,474	$19,993
Petty cash advance	600	600
Total	$16,074	$20,593

7. Tangible Capital Assets

Cost	*Opening balance*	*Acquisitions*	*Closing balance*
Office equipment and Informatics hardware and software	$221,693	$10,850	$232,543
Accumulated amortization	*Opening balance*	*Amortization*	*Closing balance*
Office equipment and Informatics hardware and software	$139,321	$25,379	$164,700
Net book value	$82,372		$67,843

Amortization expense for the year ended March 31, 2007 is $25,379 (2006 – $31,731).

8. Employee Future Benefits

(a) Pension Benefits

The Commission's employees participate in the Public Service Pension Plan, which is sponsored and administered by the Government of Canada. Pension benefits accrue up to a maximum period of 35 years at a rate of 2 percent per year of pensionable service, times the average of the best five consecutive years of earnings. The benefits are integrated with Canada/Québec Pension Plans benefits and they are indexed to inflation.

The Commission and employees' contributions to the Public Service Pension Plan for the year were as follows.

	2007	2006
Commission's contributions	$50,126	$50,377
Employees' contributions	22,478	22,193

The Commission's responsibility with regard to the Plan is limited to its contributions. Actuarial surpluses or deficiencies are recognized in the financial statements of the Government of Canada, as the Plan's sponsor.

(b) Severance Benefits

The Commission provides severance benefits to its employees based on eligibility, years of service and final salary. These severance benefits are

5. Charges

Le tableau ci-dessous donne les détails des charges par catégorie.

	2007	2006
Salaires et avantages sociaux	465 638 $	455 499 $
Services professionnels et spéciaux	212 740	188 439
Déplacements et déménagements	132 079	81 502
Locaux	96 498	88 686
Honoraires des membres du Conseil	44 770	24 375
Impression et publication	34 863	51 162
Amortissement des immobilisations corporelles	25 379	31 731
Téléphone et télécommunications	14 077	8 945
Contributions	10 000	10 000
Frais postaux et services de messagerie	5 937	10 378
Frais de bureau et matériel	4 132	9 597
Fournitures et approvisionnements	4 016	6 779
Total des charges de programmes	1 050 129 $	967 093 $

6. Créances et avances

Le tableau ci-dessous donne les détails des créances et des avances.

	2007	2006
Créances des autres ministères et organismes fédéraux	15 474 $	19 993 $
Avance de petite caisse	600	600
Total	16 074 $	20 593 $

7. Immobilisations corporelles

Coût	*Solde d'ouverture*	*Acquisitions*	*Solde de clôture*
Équipement de bureau, matériel informatique et logiciels	221 693 $	10 850 $	232 543 $
Amortissement cumulé	*Solde d'ouverture*	*Amortissement*	*Solde de clôture*
Équipement de bureau, matériel informatique et logiciels	139 321 $	25 379 $	164 700 $
Valeur comptable nette	82 372 $		67 843 $

L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 2007 est de 25 379 $ (2006 – 31 731 $).

8. Avantages sociaux futurs

a) Régime de retraite

Les employés de la Commission contribuent au Régime de retraite de la fonction publique qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Les cotisations de la Commission et des employés au Régime de retraite de la fonction publique pour l'exercice s'établissent comme suit.

	2007	2006
Cotisations de la Commission	50 126 $	50 377 $
Cotisations des employés	22 478	22 193

La responsabilité de la Commission relativement au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, le répondant du régime.

b) Indemnités de départ

La Commission verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de

not pre-funded. Benefits will be paid from future appropriations. Information about the severance benefits, measured as at March 31, is as follows.

	2007	2006
Accrued benefit obligation, beginning of year	$85,045	$76,296
Expense for the year	5,123	8,749
Benefits paid during the year	–	–
Accrued benefit obligation, end of year	$90,168	$85,045

9. Contractual Obligations

The Canadian Polar Commission has commitments for operating leases of accommodations of $305,577 for future years.

Minimum future lease payments are as follows.

Fiscal Period	Amount
2007–08	$96,498
2008–09	96,498
2009–10	96,498
2010–11	16,083
	$305,577

In addition, the Commission has entered into an agreement with the University of Alberta to forward amounts as outlined below to the University for the costs of operating the Canadian International Polar Year (IPY) Secretariat.

2007–08	$150,000
2008–09	150,000
	$300,000

These amounts are funded by other government departments based on Interdepartmental Letters of Agreement between the Commission and the departments.

10. Related Party Transactions

The Commission is related as a result of common ownership to all Government of Canada departments, agencies, and Crown corporations. The Commission enters into transactions with these entities in the normal course of business and on normal trade terms. Also, during the year, the Commission received services which were obtained without charge from other Government departments and agencies.

These services without charge have been recognized in the Commission's Statement of Operations as follows.

	2007	2006
Employer's contributions to the health and dental plans provided by Treasury Board	$28,607	$29,326
Audit services provided by the Office of the Auditor General of Canada	32,796	22,599
Salary and associated costs of human resource management provided by the Department of Indian Affairs and Northern Development Canada	4,000	4,000
	$65,403	$55,925

11. Comparative Information

Comparative figures have been reclassified to conform to the current year's presentation.

l'admissibilité, des années de service et du salaire final. Ces indemnités ne sont pas capitalisées. Les indemnités seront prélevées sur les crédits futurs. Les indemnités de départ au 31 mars étaient les suivantes.

	2007	2006
Obligation au titre des indemnités constituées, début de l'exercice	85 045 $	76 296 $
Charge pour l'exercice	5 123	8 749
Indemnités versées pendant l'exercice	–	–
Obligation au titre des indemnités constituées, fin de l'exercice	90 168 $	85 045 $

9. Obligations contractuelles

La Commission canadienne des affaires polaires a pris des engagements concernant la location de locaux. Ces engagements représentent 305 577 $ pour les exercices futurs. Les versements minimaux futurs en vertu de ces engagements sont les suivants.

Exercice	Montant
2007–2008	96 498 $
2008–2009	96 498
2009–2010	96 498
2010–2011	16 083
	305 577 $

En outre, la Commission, dans une entente avec l'Université de l'Alberta, a convenu d'envoyer les sommes indiquées ci-dessous à l'Université pour couvrir les frais d'exploitation du Secrétariat canadien de l'Année polaire internationale (API).

2007–2008	150 000 $
2008–2009	150 000
	300 000 $

Ces sommes sont fournies par d'autres ministères comme le prévoient des lettres d'entente interministérielle conclues entre la Commission et les ministères concernés.

10. Opérations entre entités apparentées

La Commission est liée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle réalise des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et à des conditions commerciales habituelles. Au cours de l'exercice, la Commission a reçu d'autres ministères des services qu'elle n'a pas eu à payer.

Ces services fournis gratuitement ont été comptabilisés dans l'état des résultats de la Commission, comme suit.

	2007	2006
Cotisations patronales aux régimes de soins de santé et de soins dentaires de la fonction publique payées par le Conseil du Trésor	28 607 $	29 326 $
Services de vérification fournis par le Bureau du vérificateur général du Canada	32 796	22 599
Coûts salariaux et frais connexes de gestion des ressources humaines couverts par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	4 000	4 000
	65 403 $	55, 925 $

11. Chiffres correspondants

Les chiffres correspondants ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.

Board of Directors

Tom Hutchinson, Chairperson
François Trudel, Vice-Chair
Jocelyn Barrett
Piers McDonald
Gordon Miles
Ron Macnab
Susan Rowley

Le conseil d'administration

Tom Hutchinson, Président
François Trudel, Vice-président
Jocelyn Barrett
Piers McDonald
Gordon Miles
Ron Macnab
Susan Rowley

Personnel

Steven Bigras, Executive Director
Sandy Bianchini, Executive Secretary
Jean-Marie Beaulieu, Manager, Polar Science
John Bennett, Manager, Communications
Elaine Anderson, Research Assistant
Bill Ryan, Financial Officer

Design: Eiko Emori Inc.
Photo Credits: Cover, Caroline Sevigny (ArcticNet); inside front cover, pages 6, 9, 11 and 18, GNWT; pages 1 and 17, Peter Johnson; page 2, Colleen Evans (ArcticNet); page 3, Laurel McFadden (ArcticNet); page 5, David Barber (ArcticNet); page 14, ArcticNet; page 15, Gerald Darnis (ArcticNet); page 21, Ramon Terrado (ArcticNet); page 22, Benedikt Guomundsson (ArcticNet); inside back cover, Corinne Pomerleau (ArcticNet); back cover, Dominique St-Hillaire.

© 2007 Canadian Polar Commission

Employés

Steven Bigras, directeur exécutif
Sandy Bianchini, secrétaire exécutive
Jean-Marie Beaulieu, gestionnaire, science polaire
John Bennett, gestionnaire, communications
Elaine Anderson, adjointe à la recherche
Bill Ryan, agent financier

Conception : Eiko Emori Inc.
Images : Couverture, Caroline Sevigny (ArcticNet); endos de la page couverture, pages 6, 9, 11 et 18, GNWT; pages 1 et 17, Peter Johnson; page 2, Colleen Evans (ArcticNet); page 3, Laurel McFadden (ArcticNet); page 5, David Barber (ArcticNet); page 14, ArcticNet; page 15, Gerald Darnis (ArcticNet); page 21, Ramon Terrado (ArcticNet); page 22, Benedikt Guomundsson (ArcticNet); endos intérieur, Corinne Pomerleau (ArcticNet); endos, Dominique St-Hillaire.

© 2007 Commission canadienne des affaires polaires

Arctic Resiliency and Diversity

Résilience et diversité dans l'Arctique

Impacts of Severe Arctic Storms and Climate Change on Coastal Areas

Répercussions des orages violents de l'Arctique et des changements climatiques sur les zones côtières

Canadian Polar Commission
Suite 1710, Constitution Square
360 Albert Street
Ottawa, Ontario K1R 7X7 Canada
Tel: (613) 943-8605
Fax: (613) 943-8607
Toll-free: 1-888-765-2701
E-mail: mail@polarcom.gc.ca
Internet: www.polarcom.gc.ca

Commission canadienne des affaires polaires
Pièce 1710, Constitution Square
360, rue Albert
Ottawa (Ontario) K1R 7X7 Canada
Tél. : (613) 943-8605
Téléc. : (613) 943-8607
Sans frais : 1-888-765-2701
Courriel : mail@polarcom.gc.ca
Internet : www.polarcom.gc.ca